

RAPPORT STRATEGIQUE 2015

PANORAMA DU MAROC DANS LE MONDE

Les transitions majeures

RAPPORT STRATEGIQUE 2015

PANORAMA DU MAROC DANS LE MONDE

Les transitions majeures

Sous la direction de Mohammed Tawfik MOULINE

SOMMAIRE

Liminaire	3
Introduction	4
I. La gouvernance mondiale	5
II. Vers la fin de la domination économique occidentale ?	14
III. Une aire d'appartenance en recomposition	23
IV. La révolution digitale	32
V. Vers un monde plus humain ?	41
VI. Demain le climat !	50
Conclusion	59
Annexes	61
Notes bibliographiques	67
Glossaire	70
Liste des abréviations	78

LIMINAIRE

L'évolution du monde est guidée par des événements conjoncturels, tels que les conflits, les changements de régime politique, les crises financières... et par des facteurs structurels, comme la démographie, les traits culturels, les technologies et les découvertes scientifiques.

Ce qui intéresse l'IRES **est le monde en devenir**, ce moment particulier où tout peut, soit se poursuivre à l'identique, soit se renouveler en profondeur.

Le paysage mondial, mouvant et composite, se décode grâce à une grille de lecture. Celle de l'IRES a pour objectif de mettre en évidence les éléments nouveaux qui peuvent constituer pour le Maroc une **menace** à éviter, une **opportunité** à saisir ou une **rupture** à anticiper.

La notion de rupture, ici, est neutre. Elle renvoie à l'ignorance de son issue car celle-ci peut générer autant de nouvelles opportunités que de menaces.

L'analyse stratégique de l'évolution du contexte mondial permet de **penser le Maroc de demain**, incarné par les objectifs fixés par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI. Le chemin vers ces buts est jalonné tout autant de risques que de potentialités nouvelles qu'il faut anticiper pour sécuriser la trajectoire de développement global du pays.

La fonction d'**anticipation** est, donc, cruciale pour faire prendre conscience, alerter et proposer des voies d'action, dans un monde de plus en plus **incertain**.

L'approche retenue dans le cadre de cet exercice de synthèse se fonde sur la conception, d'une part, que les politiques intérieures et extérieures constituent un tout cohérent et articulé et, d'autre part, que le Maroc est au cœur du monde, subissant ses évolutions, mais aussi interagissant avec lui.

C'est ce Maroc, **positionné dans le monde et en interaction avec celui-ci**, que ce **rapport stratégique** décrit, guidé en cela par les Hautes Orientations Royales.

INTRODUCTION

Le contexte mondial actuel est marqué par une accélération du rythme des transformations géopolitiques, économiques, sociales et environnementales. Certaines d'entre elles sont le fruit d'une évolution naturelle ; d'autres sont en rupture avec l'ordre du monde qui a caractérisé le xx^{ème} siècle :

- 1. Une remise en question du système de gouvernance mondiale** et l'amorce d'une réflexion en vue de réformer le système actuel afin de le rendre davantage inclusif et conforme à la nouvelle réalité géopolitique :
 - ✓ Mise en place du G20, début de réforme des institutions financières internationales...
 - ✓ Nouvelles logiques de recomposition des sphères d'influence : alliances énergétiques, dynamiques migratoires...
- 2. Un décentrement progressif du centre de gravité mondial**, avec un rôle accru des acteurs émergents, notamment les BRICs, dans les affaires économiques mondiales, assorti d'une intensification de la concurrence autour des avantages compétitifs des nations : accélération du rythme de l'innovation technologique, modification de la structure de l'emploi, avec le recours à des compétences élevées...
- 3. L'émergence d'un monde zéro-polaire** donnant un nouveau souffle aux aires d'appartenance où se constituent des blocs régionaux, régulant aussi bien la sphère économique (marchés communs) que sécuritaire (alliances militaires), mais qui ne sont pas exempts de tensions concurrentes.
- 4. Une révolution digitale** qui n'est qu'à ses balbutiements, mais qui transforme déjà en profondeur les modes de vie et de production ainsi que les manières d'être et de penser : connectivité en tout lieu, accès à l'information, automatisation d'un nombre croissant de processus et de services...
- 5. La nécessité d'une empathie accrue** face aux inégalités croissantes et à la généralisation de l'individualisme pour que le monde ne devienne pas davantage moins humain (égoïsme, indifférence, incivilités), en favorisant la coopération et le partage.
- 6. Une certitude croissante de l'ampleur des conséquences du changement climatique** qui conduit la communauté internationale à la recherche active d'un consensus quant aux mécanismes tant d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre que d'adaptation aux impacts du changement climatique.

Chapitre 1

LA GOUVERNANCE MONDIALE

1. SYNOPTIQUE

Menaces, opportunités et ruptures

La gouvernance d'un monde de plus en plus complexe est une condition nécessaire pour **promouvoir la paix** et **favoriser** la diffusion de la **prospérité**.

L'ouverture du système de gouvernance mondiale, hérité de la fin de la seconde guerre mondiale n'est pas exempte de défis, surtout si elle s'accompagne d'une polarisation des relations internationales qui alimente, à son tour, un comportement de bloc. Seul le modèle fondé sur le **multilatéralisme**, parce qu'il favorise la concertation, peut contribuer à poser les jalons d'une gouvernance saine et assumée par tous les acteurs.

Toutefois, **la faible effectivité** de cette gouvernance mondiale dans les domaines non-économiques, comme la sécurité, la santé, l'environnement, le changement climatique fait peser des menaces sérieuses sur l'avenir de la planète et la survie de l'humanité, du fait des risques actuellement encourus.

Des **ruptures** se profilent à l'horizon, en lien avec l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène mondiale, les perspectives de la transition démocratique dans le monde arabe, les conséquences systémiques du vieillissement de la population dans un nombre croissant de pays et la digitalisation de la société.

Conséquences pour le Maroc

Sa participation au concert des nations exige du Royaume du Maroc :

- la poursuite de ses efforts de "bonne gouvernance" : paix, démocratie, droits de l'Homme, développement durable...,
- le développement de sa puissance attractive à travers une diplomatie active au sein des instances internationales et régionales,
- la mobilisation efficiente de ses alliances stratégiques pour contribuer à la prévention des menaces globales.

2. PROBLEMATIQUE MONDIALE

Définition

La notion de gouvernance mondiale émerge à la fin des années 1980. Elle apparaît, alors, nécessaire pour réguler la mondialisation économique croissante.¹

La gouvernance mondiale :

- est le mode de régulation supranational,
- qui édicte des règles d'organisation à l'échelle de la planète ,
- à partir de la coopération internationale.

Créé par "Le Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale" en 2008, **l'indice de gouvernance mondiale (IGM)** définit cinq champs-clés à analyser pour déterminer dans quelle mesure un pays donné respecte-t-il les principes d'une "bonne gouvernance mondiale ?":

- Paix / sécurité.
- Démocratie / Etat de droit.
- Droits de l'Homme / participation.
- Développement durable.
- Développement humain.

Cet outil a été élaboré dans l'optique de donner aux décideurs politiques, quel que soit leur niveau (national, régional ou international), aux entreprises et aux ONG, une information fiable et indépendante qui leur permet :

- d'évaluer le degré de gouvernance d'un Etat,
- d'identifier les points forts et les points faibles de cette gouvernance,
- d'en suivre les évolutions au fil du temps.²

3. SITUATION MONDIALE

Le système de gouvernance mondiale d'aujourd'hui est le produit des accords de Bretton Woods, au lendemain de la seconde guerre mondiale. Ce système s'appuie sur le droit international et sur de grands organismes intergouvernementaux de régulation (ONU, FMI, BM, OMC/GATT...).

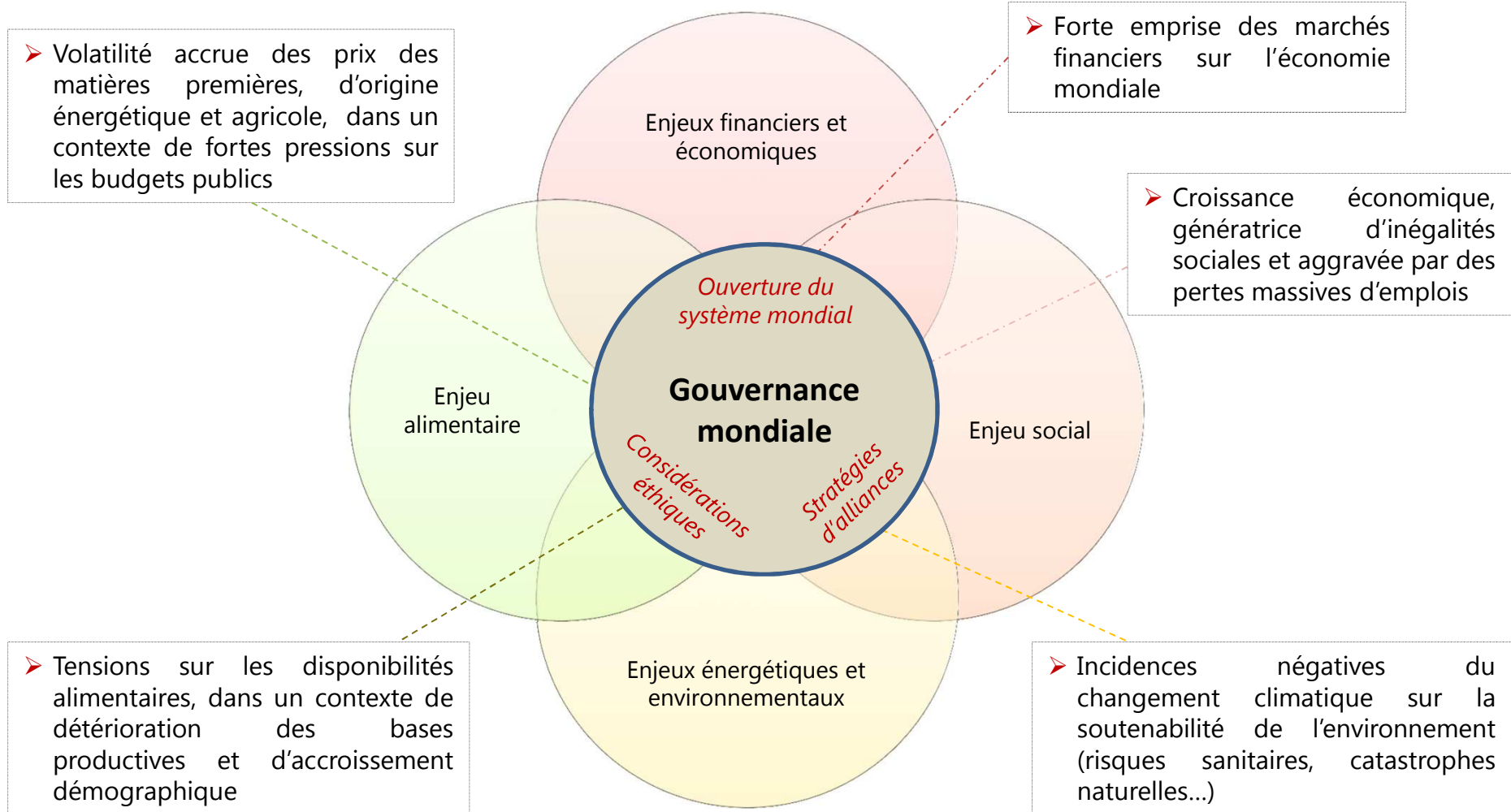
Il reflète, néanmoins, une réalité géostratégique qui n'est plus conforme aux rapports de force actuels, notamment pour ce qui est de la composition du Conseil de Sécurité de l'ONU, de plus en plus contestée. La crise systémique de 2008 a été l'occasion de réviser le positionnement de certaines puissances émergentes, notamment au sein du FMI et de mettre en place une nouvelle enceinte de concertation, le G20, en charge plus particulièrement des dysfonctionnements du système financier international. Cette enceinte a la particularité d'être plus inclusive puisqu'elle intègre plusieurs pays du Sud.

Si l'entrée dans le XXI^{ème} siècle se caractérise par **une ouverture graduelle** de ce système, force est de constater que ce dernier **peine** encore à **prendre les décisions** qui s'imposent.



Réunion du G20 à Washington, 2008

3. SITUATION MONDIALE



4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Menaces

- ❖ L'instabilité récurrente du système financier et monétaire international, avec des impacts négatifs sur la production et le commerce qui exposeraient l'économie mondiale au risque de **déclenchement d'une spirale de récessions prolongées**.
- ❖ La guerre tacite des monnaies et les tentations protectionnistes qui pourraient favoriser un recentrage des économies sur leur voisinage et engendrer la **constitution de blocs régionaux**, peu ouverts sur l'extérieur.
- ❖ **L'aggravation significative du réchauffement climatique d'ici la fin du siècle** (cf. chapitre 6), faute d'une gouvernance climatique effective.
- ❖ **L'insécurité alimentaire grandissante**, dans un contexte d'instabilité des prix sur le marché international et d'altération des bases productives de l'agriculture (stress hydrique, détérioration de la qualité des sols...).
- ❖ La multiplication des conflits et des tensions sécuritaires, notamment dans les pays en développement d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie, alimentant la **prolifération de la menace terroriste et le développement de la criminalité internationale**.
- ❖ **L'émergence de nouvelles épidémies**, avec des effets de contagion, menaçant, de façon indifférenciée, la sécurité sanitaire des pays.

Actions en cours	Objectifs à atteindre
<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la convergence normative du système financier national et renforcement de sa résilience aux chocs exogènes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réussir l'émergence du Maroc, en tant que hub financier régional.
<ul style="list-style-type: none"> • Démultiplication de la présence des banques marocaines en Afrique. • Attraction des capitaux en provenance des pays du CCG, pour sécuriser le financement de l'économie marocaine. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'ancrage régional du Maroc, en réhabilitant l'UMA, en redynamisant le processus de Barcelone et en approfondissant la coopération avec l'Afrique subsaharienne.
<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation du potentiel de coopération internationale dans le domaine environnemental (financement de l'adaptation, renforcement des capacités...). 	<ul style="list-style-type: none"> • Concrétiser l'intégration énergétique euro-méditerranéenne et l'asseoir sur le développement des énergies renouvelables.
<ul style="list-style-type: none"> • Choix opérés dans le cadre du Plan Maroc Vert. 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer l'autosuffisance en denrées alimentaires stratégiques. • Faire de l'OCP un opérateur mondial de sécurité alimentaire.
<ul style="list-style-type: none"> • Participation aux missions de l'ONU de maintien de la paix. 	<ul style="list-style-type: none"> • S'ériger en acteur majeur de la stabilité au niveau africain et arabe.
<ul style="list-style-type: none"> • Dispositif sanitaire de prévention contre les pandémies. 	<ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à la sécurité multiforme mondiale.

4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Opportunités

- ❖ L'évolution de la gouvernance mondiale vers la forme émergente du multilatéralisme (monde zéro-polaire³) : **partager la responsabilité des affaires du monde** est une opportunité majeure pour les pays émergents de faire entendre leur voix et de bousculer certains conservatismes hégémoniques.
- ❖ Les **nouvelles stratégies d'alliance** qui se déploient aujourd'hui : coopération Sud-Sud, alliances triangulaires en matière de coopération pour le développement...
- ❖ Les **considérations éthiques** (droits de l'Homme, démocratie, développement durable, finance...), qui prennent de l'importance au niveau de la gouvernance mondiale.
- ❖ Le **soft power**, nouvel instrument d'influence à la portée des pays émergents.

Actions en cours	Objectifs à atteindre
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Négociation d'un accord approfondi avec l'Union Européenne (ALECA), Accord stratégique prévu avec la Chine, négociation d'un accord de libre échange avec le Canada... 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nouer un réseau mondial d'alliances stratégiques.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Multiplication des Visites Royales, conclure des accords de coopération multidimensionnels avec les pays africains francophones. ▪ Déployer des mécanismes de suivi de ces accords. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contribuer au développement de la coopération sud-sud, notamment avec l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du Sud.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Coopération accrue entre l'IRES et le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer la diplomatie économique et mobiliser efficacement le rôle des acteurs non gouvernementaux, en matière de diplomatie (Message Royal du 30 août 2013).
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Opérationnalisation de la Constitution de 2011. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consolider le positionnement démocratique du Maroc.

4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Ruptures

L'émergence d'une Chine hégémonique pourrait fortement altérer les effets bénéfiques du zéro-polaire, mais aussi contribuer fortement à "désoccidentaliser" l'avenir mondial.

L'aggravation de la crise économique et financière mondiale, du dérèglement climatique ou des tensions sécuritaires, notamment dans le voisinage (cf. chapitre 3), pourrait conduire :

- ✓ soit à la constitution d'un gouvernement mondial de crise,
- ✓ soit à l'effondrement du système global de gouvernance mondiale.

Actions en cours	Objectifs à atteindre
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dialogue politique et proximité économique avec la Chine : la stabilité d'ensemble du Maroc, son leadership africain et son potentiel économique en font un partenaire prisé par la Chine. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire accéder le Maroc au rang des pays émergents, à fort potentiel.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Vigilance accrue aux risques exogènes sur le plan économique, environnemental et sécuritaire. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Equilibrer les ressorts de croissance de l'économie marocaine. ▪ Renforcer les capacités d'adaptation du pays aux conséquences du changement climatique. ▪ Immuniser le pays contre la menace terroriste et criminelle.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rôle actif de la diplomatie spirituelle : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcement des capacités dans le domaine religieux au profit de pays partenaires arabes et africains (formation des imams). ✓ Maintien d'un lien étroit avec la communauté marocaine résidant à l'étranger, y compris la diaspora juive. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Promouvoir une mondialisation à visage humain, à travers le respect des valeurs universelles et la promotion d'un Islam modéré et tolérant.

5. PRIORITES DU MAROC DANS LE MONDE

A court terme

- ❖ Opérationnaliser le Conseil Supérieur de Sécurité (anticipation, alerte et gestion de crises).
- ❖ Améliorer le cadre institutionnel de la politique étrangère et développer la coordination entre les différents acteurs nationaux dans ce domaine.
- ❖ Accroître la présence de cadres marocains au sein des instances internationales.
- ❖ Préserver le lien du Maroc avec ses communautés établies à l'étranger, notamment, les générations nées dans les pays de résidence.

A moyen-long terme

- ❖ Accentuer le rôle de *soft power* du Maroc pour renforcer son positionnement en tant que partenaire crédible, s'agissant notamment de coopération et de développement.
- ❖ Aligner la stratégie d'alliance et de partenariat du Royaume sur ses intérêts stratégiques prioritaires.
- ❖ Conquérir le titre de pays émergent à part entière et préparer l'adhésion du Royaume à certaines organisations internationales importantes, telle que l'OCDE.

Chapitre 2

VERS LA FIN DE LA DOMINATION ECONOMIQUE OCCIDENTALE ?

1. SYNOPTIQUE

Menaces, opportunités et ruptures

Le contexte mondial actuel, marqué par d'importantes transformations, a favorisé **l'émergence de nouveaux moteurs de l'économie mondiale**, à l'instar des BRICs.

Ces **nouveaux relais de croissance** offrent l'opportunité de conquérir d'importants marchés de consommation et de capter des sources potentielles d'IDE.

Mais cette intensification de la concurrence mondiale est aussi génératrice de ruptures. Le passage à un degré supérieur d'**automatisation** est déjà sur le point de constituer un bouleversement majeur dans l'industrie, l'agriculture et les services, tandis que le rôle accru de ces acteurs émergents dans le commerce et l'investissement mondiaux laisse présager que la **fin de la domination économique occidentale** pourrait être proche...

Conséquences pour le Maroc

Dans cette course effrénée à la compétitivité, le Maroc risque de se laisser distancer par ces nouveaux moteurs. Non seulement, il se verrait privé de subsides que d'autres capteraient à sa place, mais il s'avérerait incapable de profiter des nouvelles opportunités qui s'offrent.

Le Maroc gagnerait, donc, à **améliorer substantiellement sa compétitivité industrielle**, impactée par une main-d'œuvre peu qualifiée et des capacités d'innovation et d'appropriation technologique encore limitées.

Cette amélioration passe par **la mise à niveau du système éducatif et de formation professionnelle**, le développement accéléré des capacités d'innovation dans les secteurs porteurs et, enfin, **la mise en œuvre d'une véritable politique d'industrialisation**.

Elle suppose, aussi, de permettre aux **régions marocaines** de devenir un acteur majeur du développement économique et social du pays.

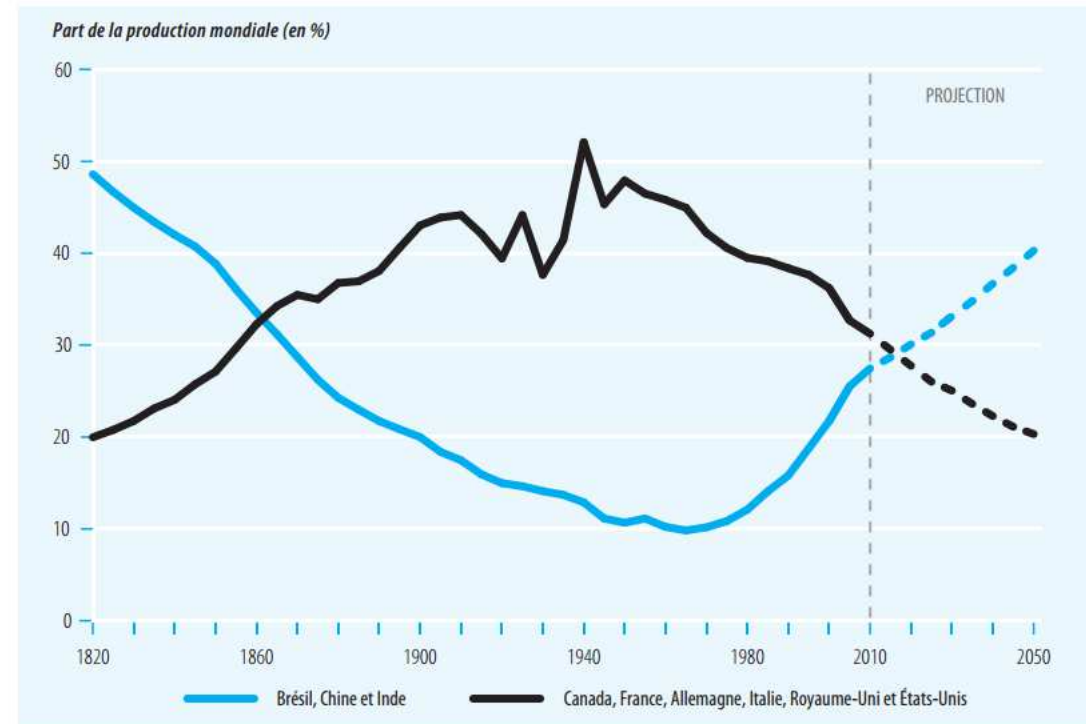
2. PROBLEMATIQUE MONDIALE

Définition

Le processus actuel de mondialisation de l'économie est centré sur la compétitivité que se livrent tant les firmes multinationales que les Etats et les territoires.

La domination économique occidentale, qui a prévalu pendant deux siècles, reflétait une **situation de contrôle par les pays occidentaux** des sources de création de richesse dans le monde et l'imposition par ceux-ci de leurs normes et standards de fonctionnement des marchés.

Le Brésil, la Chine et l'Inde combinés devraient représenter 40 % de la production mondiale en 2050, contre 10 % en 1950



Remarque : la production est mesurée en parité de pouvoir d'achat du dollar de 1990.

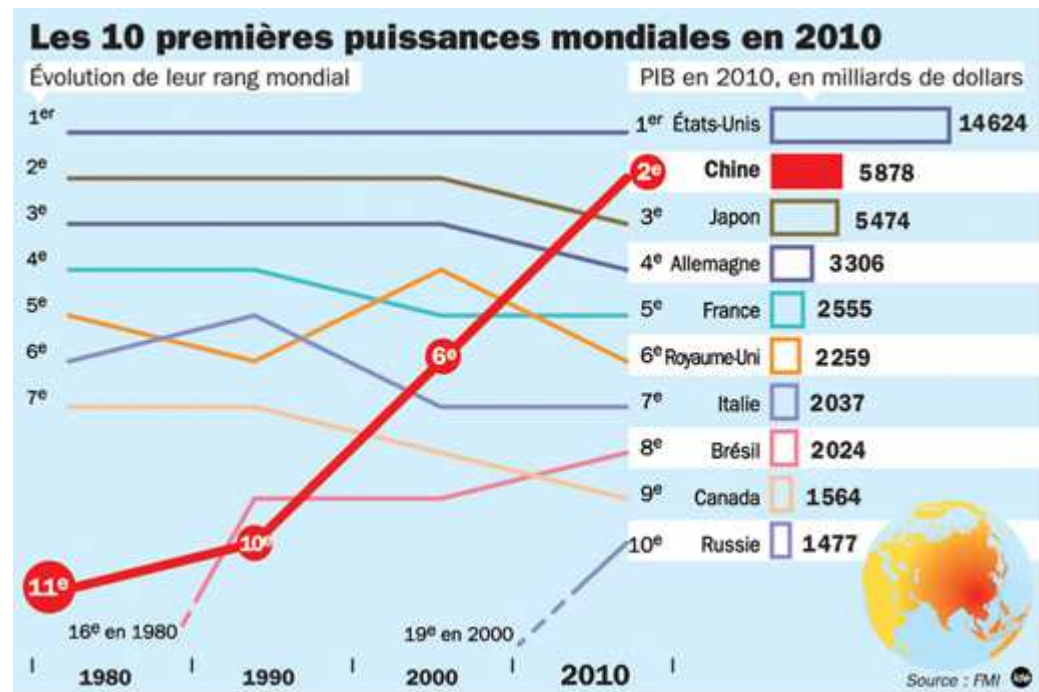
Source : interpolation par le BRDH des données historiques à partir de Maddison (2010) et projections tirées de Pardee Ifs Center (2013).

3. SITUATION MONDIALE

La crise financière et économique mondiale de 2008 a conduit à une destruction massive des richesses, notamment dans les pays occidentaux. Son coût total a été estimé par le FMI à plus de 5000 milliards de dollars, à fin 2010.

Cette situation a favorisé l'acquisition par les pays émergents, notamment la Chine, d'actifs financiers et industriels occidentaux (IDE, prise de contrôle des firmes), accélérant ainsi le processus de **décentrement du monde**, à l'œuvre depuis la seconde moitié du siècle précédent.

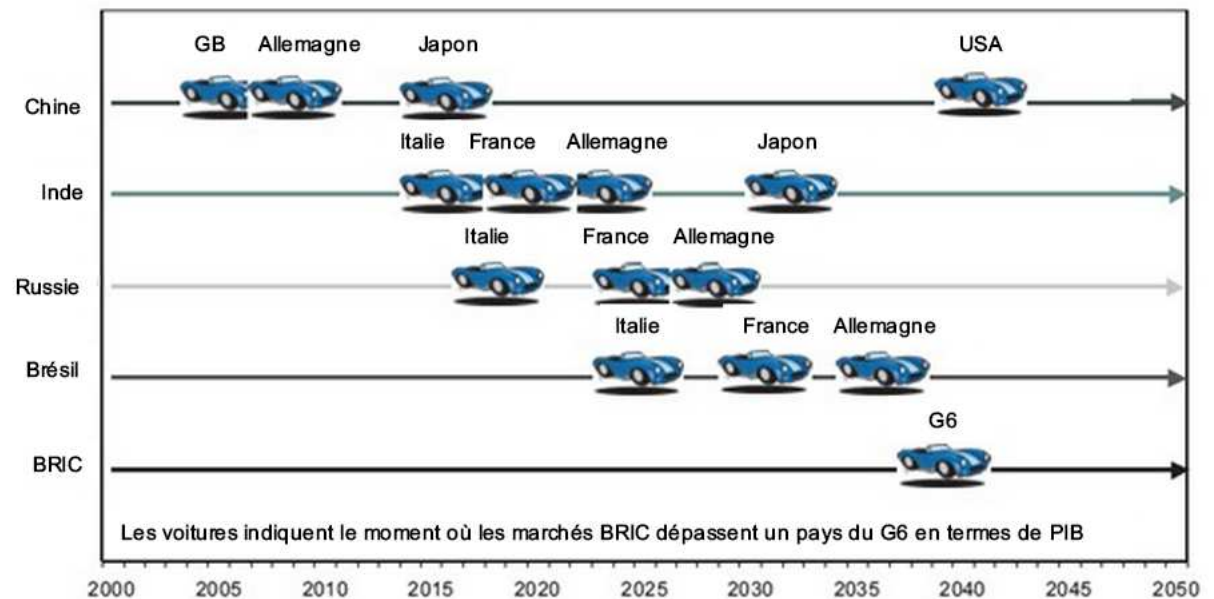
Un **nouveau paysage géostratégique mondial** se dessine désormais. Il se caractérise par un basculement sans précédent des richesses au profit des puissances émergentes, un lent déclin des puissances occidentales, traditionnellement dominantes et des perspectives de développement dont les pays faiblement intégrés risqueraient d'être dépourvus.



3. SITUATION MONDIALE

- ❖ Le poids économique des pays émergents devrait dépasser celui des pays développés. Les économies émergentes représenteraient en 2040 :
 - ✓ 60% du PIB mondial,
 - ✓ 45% du le commerce mondial (contre 34% en 2010),
 - ✓ 65% des biens manufacturés, importés par les pays développés contre 40% en 2010.
- ❖ Ces évolutions seraient imputables à la dynamique des flux d'IDE reçus par les pays émergents, à l'essor de leur marché intérieur et à leur dynamique démographique, quoique variable selon les pays.

Rythme de rattrapage des BRICs, en termes de PIB⁴



Source: Goldman Sachs, Octobre 2003

4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Menaces

- ❖ Les **fortes pressions concurrentielles** que les pays émergents font peser sur le marché domestique et sur les marchés traditionnels de l'export marocain ainsi que sur la captation des flux d'IDE.
- ❖ Le risque consécutif d'**éviiction** du Maroc de certains secteurs-clés (textile, électronique, automobile...).
- ❖ La **hausse des inégalités** de revenus, associée à l'exacerbation de la compétitivité mondiale qui pourrait menacer la stabilité intérieure du pays.⁵
- ❖ Le risque de cantonner le profil de spécialisation de l'économie marocaine dans **les segments productifs à faible valeur ajoutée**, faute d'une population active adaptée et compétitive (délocalisation des entreprises performantes, automatisation des tâches intellectuelles).

Actions en cours	Objectifs à atteindre
<ul style="list-style-type: none"> • Priorité mise sur les secteurs les plus compétitifs, l'accès aux financements et le développement des exportations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Accélérer la transformation de l'économie du Maroc, en privilégiant les activités à valeur ajoutée.
<ul style="list-style-type: none"> • Mesures de lutte contre l'analphabétisme et pour le développement de la formation professionnelle. 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer le rendement du système éducatif pour renforcer le capital humain, composante essentielle du capital immatériel et en faire un avantage compétitif du pays.
<ul style="list-style-type: none"> • Politiques d'aide aux populations les plus défavorisées et d'élargissement de la classe moyenne. 	<ul style="list-style-type: none"> • Atténuer fortement le poids des inégalités sociales et territoriales, à travers un meilleur ciblage des programmes publics et une fiscalité appropriée.

4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Opportunités

- ❖ Les **relais de croissance** que représentent les BRICs et l'Afrique qui offrent de nouveaux marchés potentiels et de nouvelles sources d'IDE.
- ❖ La **libération des initiatives individuelles**, essentielle non seulement à la création d'entreprises et d'emplois pérennes, mais aussi, à l'innovation.
- ❖ L'amélioration et l'exploitation de la "**Marque-pays**" (*nation branding*) qui contribue à la différenciation compétitive, en assurant la promotion des secteurs-phares.

Actions en cours	Objectifs à atteindre
<ul style="list-style-type: none"> • Développement des Métiers Mondiaux du Maroc : les métiers traditionnels (textile-cuir et agroalimentaire) et les nouveaux métiers (automobile, aéronautique, électronique et offshoring). 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer le profil de spécialisation de l'économie marocaine et renforcer sa compétitivité.
<ul style="list-style-type: none"> • Encouragement de l'émergence d'idées et de leur circulation par le biais du numérique. • Développement de l'entrepreneuriat par des conditions fiscales et réglementaires appropriées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer l'innovation et favoriser la création d'entreprises et d'emplois.
<ul style="list-style-type: none"> • Opérationnalisation du Label Maroc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Attirer plus d'IDE et de flux touristiques pour dynamiser la croissance économique et impulser la création d'emplois.
<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle politique, favorisant une proximité avec les Marocains du Monde. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à contribution la diaspora scientifique sur les grands chantiers de développement du Maroc.

4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Ruptures

Le décentrement de l'économie mondiale vers l'Asie-Pacifique et la crise financière et économique qui a particulièrement altéré la croissance occidentale annoncent-ils la **fin de l'hégémonie économique occidentale** ?

Pariant sur la croissance par la productivité, le Japon, puis les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, l'Europe accélèrent **l'automatisation** non seulement **de l'industrie**, mais aussi **de l'agriculture et des services**.

C'est une **rupture** majeure, en termes d'emplois, de revenus et de productivité... qui s'installe déjà dans les pays en développement.

Actions en cours	Objectifs à atteindre
<ul style="list-style-type: none">▪ Développement de l'automatisation	<ul style="list-style-type: none">▪ Rattraper le retard technologique par rapport aux pays développés et émergents.



Jacob Delafon : robotisation de l'usine de Tanger

5. PRIORITES DU MAROC DANS LE MONDE

A court terme

- ❖ **Dynamiser les actions de la diplomatie économique** du Maroc en direction des pays émergents :
 - Activer le rôle des missions économiques près des Ambassades du Royaume,
 - Améliorer l'efficacité et la gouvernance du système de promotion économique du Maroc à l'étranger et le doter des moyens humains et financiers nécessaires,
 - Encourager la création de chambres de commerce mixtes dans ces pays.
- ❖ **Renforcer le cadre juridique et institutionnel** des relations du Maroc avec les pays émergents pour préparer les conditions nécessaires à un partenariat stratégique.

A moyen-long terme

- ❖ Favoriser **la diversification internationale des entreprises marocaines** et encourager leurs alliances avec les entreprises des pays émergents :
 - ✓ Accroître la compétitivité du tissu productif marocain,
 - ✓ Regrouper les entreprises marocaines en consortiums d'exportation,
 - ✓ S'engager dans la société du savoir.
- ❖ Etablir une **stratégie de partenariat globale**, adaptée aux nouvelles réalités géostratégiques : mettre en place des programmes spécifiques de coopération avec chacun des acteurs émergents, en précisant :
 - ✓ le niveau des échanges commerciaux à atteindre,
 - ✓ le volume des investissements à réaliser,
 - ✓ les domaines de coopération à développer.

Chapitre 3

UNE AIRE D'APPARTENANCE EN RECOMPOSITION

1. SYNOPTIQUE

Menaces, opportunités et ruptures

La mondialisation ne cesse de s'accélérer à un rythme élevé. Elle s'exprime notamment, aujourd'hui, par la constitution de blocs régionaux, fortement centrés sur leur voisinage immédiat dont le développement est riche en opportunités.

Mais elle s'accompagne, aussi, d'une forte concurrence et d'une multiplication des foyers de tension, entretenus par des rivalités économiques, ethniques ou confessionnelles dont les effets de contagion dépassent le voisinage immédiat.

Enfin, la mondialisation favorise une dynamique de recomposition des sphères d'influence géopolitiques et l'apparition de nouvelles formes d'alliance, susceptibles d'introduire des ruptures majeures, tant au niveau régional que mondial.

Conséquences pour le Maroc

La grille des alliances tissées par le Maroc englobe aussi bien les partenariats avec les acteurs clés de l'économie mondiale (Union européenne : statut avancé, Etats-Unis : dialogue stratégique global) que la coopération approfondie avec les puissances émergentes (BRICs), les pays d'Afrique et du Golfe (partenariat stratégique avancé) et la Turquie (accord de libre-échange).

Pour un pays soucieux de mener à bien sa stratégie d'ouverture sur son espace régional et sur le monde, cette situation interpelle le Maroc à plus d'un titre :

- ✓ Les voies et les moyens de mobiliser le potentiel de son voisinage pour en tirer pleinement profit.
- ✓ La manière de gérer les aléas sécuritaires qui accompagnent la perméabilité des frontières marocaines.
- ✓ Les modalités de son insertion dans des dynamiques d'intégration et de partenariat au sein de son aire d'appartenance, sans générer de tensions avec ses autres interlocuteurs stratégiques.

2. PROBLEMATIQUE MONDIALE

Définition

Les identités culturelles transcendent les frontières géographiques. Le bassin méditerranéen, le monde arabe ou l'espace lusophone sont autant d'aires d'appartenance, délimitées par un certain nombre de traits culturels communs.

Cette appartenance à une même aire peut donner lieu à des alliances stratégiques qui s'expriment par des regroupements régionaux, fortement intégrés. C'est le cas de l'Europe, de l'Amérique du Nord, voire d'une certaine partie de l'Asie.

Les aires d'appartenance sont des "entités aux contours géographiques et sociaux variés qui servent de supports à la définition des identités" ⁶.

Les grandes aires culturelles dans le monde



Source : Le Dessous des Cartes - ARTE

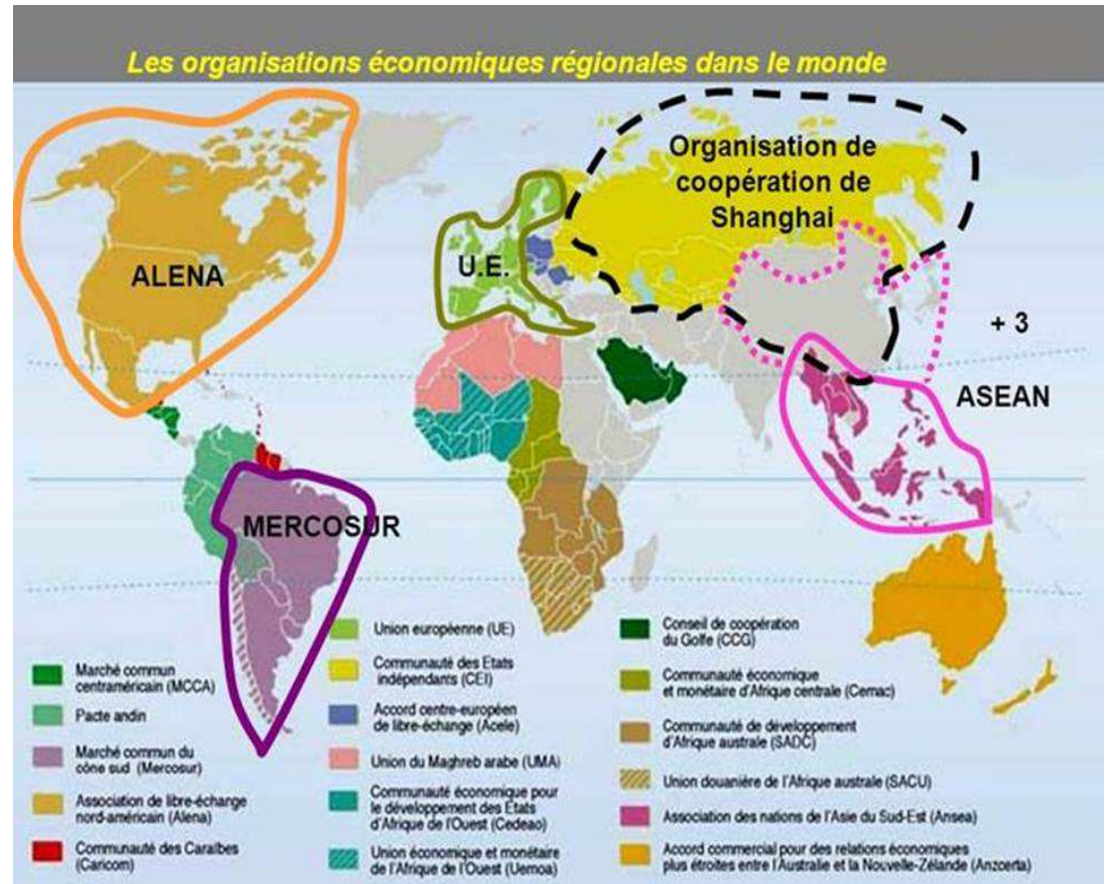
3. SITUATION MONDIALE

Un nouveau paysage géostratégique mondial se dessine, consacrant la **prééminence des espaces intégrés**. De nouvelles puissances émergent sur le plan économique, mais aussi sur le plan géopolitique, avec une influence croissante, en matière de fixation de l'agenda mondial.

L'accès aux ressources naturelles et la conquête de nouvelles positions commerciales font l'objet d'une concurrence acharnée entre puissances émergentes et pays développés. Plus que jamais, l'**Afrique** incarne de tels espaces-clés où se déploie le jeu de ces puissances.

Pour s'adapter à la mondialisation systémique de la planète, **les espaces intégrés débordent leurs frontières géographiques**, comme le montrent les liens étroits que tissent la Chine et l'Afrique.

La composante **culturelle** devient un déterminant puissant des stratégies d'alliance et de partenariat, dessinant une nouvelle géopolitique du monde.

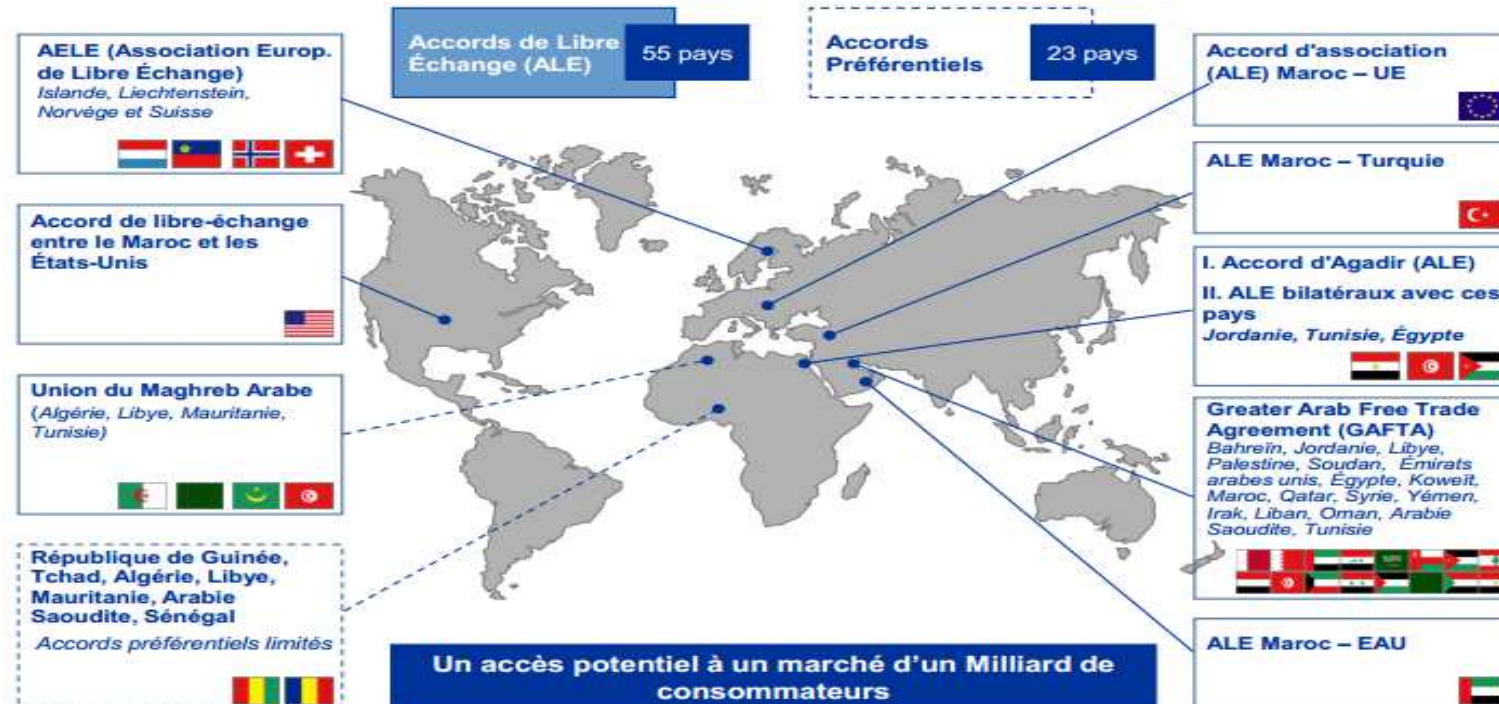


Source : Données de l'ONU (<http://slideplayer.fr>)

3. SITUATION MONDIALE

Certains pays, comme le Maroc, disposent d'une **appartenance régionale riche et fortement imbriquée**, donnant même lieu à des ensembles économiques spécifiques.

Le préambule de la Constitution de 2011 réaffirme que le Royaume du Maroc, appartenant au Grand Maghreb, s'engage à approfondir son appartenance à la Oumma arabo-islamique, à consolider ses relations de coopération et de solidarité avec les pays d'Afrique, notamment, ceux du Sahel et du Sahara et à intensifier ses relations de partenariat avec les pays du voisinage euro-méditerranéen.



Source : Ministère Délégué chargé du Commerce Extérieur

4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Menaces

- ❖ Les impacts de la crise économique européenne qui a des **effets récessifs** sur le Maroc, l'Union européenne étant le premier partenaire économique du pays (contraction des échanges et des investissements européens, baisse relative des recettes et des transferts des Marocains du Monde...).
- ❖ Les effets de **contagion**, suscités par un voisinage instable qui pourraient fragiliser la paix sociale dans le contexte économique, particulièrement difficile du pays (chômage endémique des jeunes, paupérisation...) et ce, bien que le Maroc fasse figure de singularité dans la crise que traverse le monde arabe.
- ❖ Une **menace terroriste réelle** puisque le Maroc, qui n'est pas exempt des risques sécuritaires, induits par la précarité de la situation au Sahel, est la cible de groupes terroristes depuis 2003.

Actions en cours	Objectifs à atteindre
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Politique économique proactive pour limiter les effets sur le Maroc de la crise dans la zone euro (soutien aux secteurs vulnérables). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renégocier le partenariat avec l'Europe sur la base d'une nouvelle vision d'intégration, axée sur un libre-échange complet et sur la construction d'avantages compétitifs.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Affirmation de la position marocaine, au sein des instances régionales et internationales, en faveur de la démocratie dans le monde arabe. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Devenir une courroie de transmission du progrès et de la démocratie au Maghreb et dans le monde arabe.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutien multiforme à l'effort international de lutte contre le terrorisme, notamment au Sahel (adoption de la résolution autorisant le déploiement d'une force internationale au Mali en décembre 2012 lors de la présidence marocaine du Conseil de Sécurité de l'ONU). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contribuer à l'éradication du terrorisme et du crime organisé: <ul style="list-style-type: none"> ✓ au Sahel par la promotion du développement humain dans la région, ✓ au Moyen-Orient par la présence renforcée du Maroc au sein des mécanismes de coopération internationale.

4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Opportunités

- ❖ Une **région arabe en recomposition**, au sein de laquelle le Maroc pourrait exercer plus efficacement son rôle d'influence (notamment en faveur d'un islam modéré et tolérant), y compris au niveau des institutions, comme la Ligue Arabe.
- ❖ Un contexte propice en **Méditerranée** pour développer de réelles complémentarités régionales entre les différents pays riverains.
- ❖ Une **concurrence effrénée** entre puissances mondiales, en quête de nouveaux débouchés et de partenaires crédibles, au niveau de la région arabe .

Actions en cours	Objectifs à atteindre
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapprochement maroco-tunisien sur le plan politique et économique. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contribuer à l'édification d'un nouvel ordre arabe, fondé sur la démocratie et la prospérité partagée.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui aux pays arabes en transition démocratique (renforcement des capacités institutionnelles, transfert de savoir et promotion du modèle de développement marocain). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exercer une influence significative au sein de l'espace arabe, notamment sur les dossiers-clés.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement de l'influence du Maroc en Afrique de l'Ouest : accords stratégiques avec plusieurs pays d'Afrique; Maroc porte-parole des causes africaines... 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer la présence économique marocaine en Afrique australe et de l'Est.

4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Ruptures

Les tensions économiques actuelles en Europe pourraient conduire à l'**éclatement de la zone euro**, suivi, au pire, d'un renfermement de chaque pays sur lui-même et d'un protectionnisme accru ou, au mieux, de sa recomposition autour d'un club restreint des économies leaders de la région (Europe à plusieurs vitesses).

Un **changement de régime** probable dans certains pays arabes pourrait conduire à une recrudescence des tensions dans la région ou favoriser l'édification d'un nouvel ordre maghrébin ouvert.

L'adoption généralisée de la **finance islamique** au sein du monde musulman changerait significativement la donne économique internationale, constituant deux blocs financiers bien distincts au sein de l'économie mondiale.

La **radicalisation** de certains pays musulmans pourrait venir battre en brèche les solidarités traditionnelles du monde arabe.

Actions en cours	Objectifs à atteindre
<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la compétitivité de l'offre exportable marocaine sur les marchés européen et américain, accélération de sa diversification géographique au-delà des marchés traditionnels. 	<ul style="list-style-type: none"> Une répartition des relations économiques extérieures du Maroc, conforme à la géographie de la croissance mondiale.
<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre d'une diplomatie économique en direction des pays maghrébins, favorisant la coopération entre opérateurs économiques de la zone. 	<ul style="list-style-type: none"> "L'émergence d'un ordre maghrébin nouveau, sur la base de l'esprit et de la lettre du traité de Marrakech" (Discours de Sa Majesté Le Roi devant l'Assemblée nationale constituante tunisienne, juin 2014).
<ul style="list-style-type: none"> Développement des produits financiers alternatifs au sein des banques marocaines ; adoption par le Parlement, en juin 2014, de la loi autorisant l'ouverture de "banques islamiques" au Maroc. 	<ul style="list-style-type: none"> Relever le taux de bancarisation au Maroc à des niveaux comparables à ceux des pays performants, en attirant le segment de clientèle jusque-là non complètement couvert par le système bancaire.
<ul style="list-style-type: none"> Maitrise du champ religieux (formation des imams et des prédicatrices, réforme de l'Institut supérieur d'études islamiques, lutte contre le prêche informel...). 	<ul style="list-style-type: none"> Garantir la sécurité spirituelle des Marocains et "consolider le modèle marocain en matière de gestion de la chose religieuse" (Discours du Trône, 30 juillet 2014).

5. PRIORITES DU MAROC DANS LE MONDE

A court terme

- ❖ Accélérer l'émergence du Maroc en tant que **hub régional en Afrique** sur le plan économique et financier, tout en renforçant son positionnement de pôle régional, en matière d'éducation et de transport.
- ❖ Approfondir l'intégration du Maroc à son **espace euro-méditerranéen** et renégocier le partenariat avec l'Europe sur de nouvelles bases.
- ❖ Mobiliser le potentiel de **coopération avec les pays arabes du Golfe** pour favoriser leur investissement dans le Royaume (IDE).

A moyen-long terme

- ❖ Renforcer **l'influence marocaine au sein des instances africaines** sur des bases compatibles avec les impératifs de souveraineté du Royaume sur ses provinces du Sud.
- ❖ Réhabiliter l'**Union du Maghreb Arabe**, tout en envisageant la possibilité de la construire autour de nouveaux paradigmes.
- ❖ Développer le partenariat stratégique avec les **pays du Golfe** et l'étendre à des secteurs économiques d'avenir.

Chapitre 4

LA REVOLUTION DIGITALE

1. SYNOPTIQUE

Menaces, opportunités et ruptures

La digitalisation croissante de l'économie et de la société mondiales génère une **fracture numérique** qui handicape lourdement les pays, comme les individus, qui n'ont accès ni aux réseaux ni à l'information qu'ils véhiculent. L'absence de maîtrise des TIC, devenues un atout majeur dans la compétitivité mondiale, peut contribuer significativement à l'**éviction** d'un pays compétiteur.

L'utilisation de ces technologies facilite non seulement l'**accès** à la consommation, à l'éducation et aux services, mais encourage aussi la constitution de **communautés affinitaires** et améliore le **processus démocratique** (transparence, participation).

Cependant, le chemin vers cette société digitale n'est **ni sûr**, du fait de la montée de la cybercriminalité **ni vert**, en raison de ses effets négatifs sur l'environnement **ni alternatif** : la révolution digitale est en marche et aucun pays ne peut échapper à l'avenir inconnu qu'elle réserve.

Conséquences pour le Maroc

Alors que le Maroc ambitionne de faire des technologies de l'information un **vecteur de développement socio-économique**, les internautes marocains (56% de la population en 2013) utilisent davantage les réseaux sociaux (15,8% de la population utilisaient Facebook en 2012) que les services en ligne de l'e-gouvernement ou de l'e-commerce.⁷

Or, si ces réseaux peuvent renforcer les solidarités traditionnelles et accélérer la transition numérique, ils peuvent tout autant **ouvrir une brèche** à la radicalisation islamique contre laquelle le Royaume lutte.

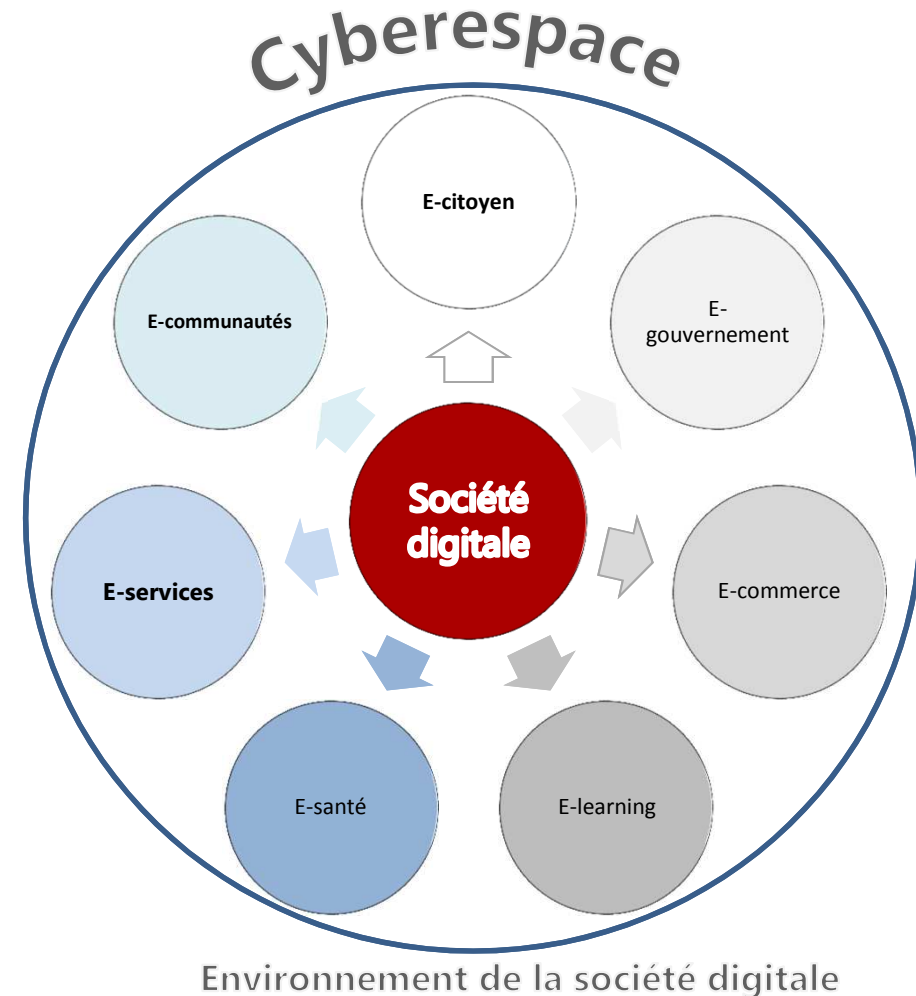
Les **impacts systémiques de la société digitale**, qui affectent indifféremment les relations interpersonnelles, les mentalités et les modes de vie, de création et de production, favorisent l'individuation, la libre expression, mais aussi les transgressions. Ils nécessitent, donc, d'être anticipés et accompagnés.

2. PROBLEMATIQUE MONDIALE

Définition

Si la notion de "société numérique", qui s'est substituée à "société de l'information" ou "société en réseaux", évoque la dématérialisation des données et des activités humaines, la notion de société "digitale", ici, franchit un pas de plus, car elle décrit ce double univers, à la fois numérique et physique, dans lequel tout (biens, services, connaissances, relations) devient progressivement à la portée d'un doigt sur un écran tactile.⁸

"Une société digitale est une société moderne et progressiste résultant de l'adoption et de l'intégration des technologies de l'information et de la communication à la maison, au travail, dans l'éducation et dans les loisirs"⁹



3. SITUATION MONDIALE

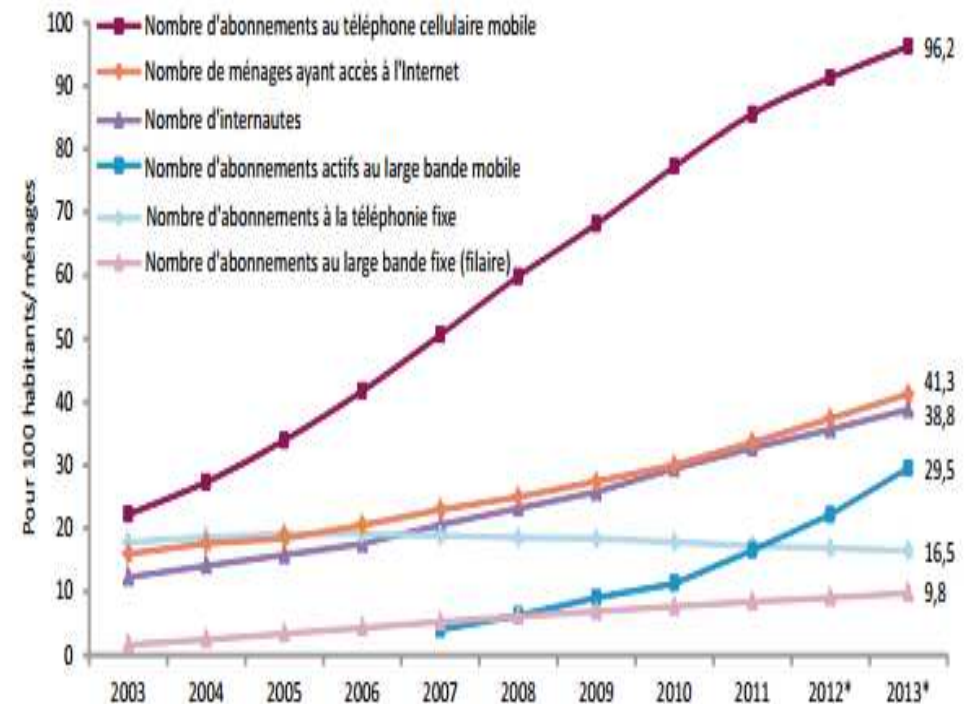
Le rôle des flux exponentiels d'information (accès et contenus) et le développement des technologies numériques (*hard-* et *soft- wares*) ont fait entrer le monde dans une **révolution systémique** sans précédent.

Cette **digitalisation de l'économie comme de la société** se traduit par la dématérialisation de nombreuses activités (e-commerce, e-learning, e-administration...), mais aussi par l'automatisation rapide d'une grande diversité de métiers et par un bouleversement qui s'annonce radical de la production industrielle. Alors que la lenteur de la précédente révolution industrielle a permis la reconversion des travailleurs, la vitesse de celle-ci soulève une multitude de questions.

Car la **fracture numérique** qui traverse le monde amplifie et accélère l'écart croissant entre les info-riches et les info-pauvres, les "haut-débit" et les "zéro accès", les connectés et les déconnectés de l'univers digital.

Internet est bien un "**game-changer**" : ses utilisateurs mènent le jeu d'où qu'ils viennent. Pour preuve, la transition en cours, initiée par les internautes "mobiles" des pays émergents (Egypte, Inde...), des applications informatiques vers les applications mobiles.

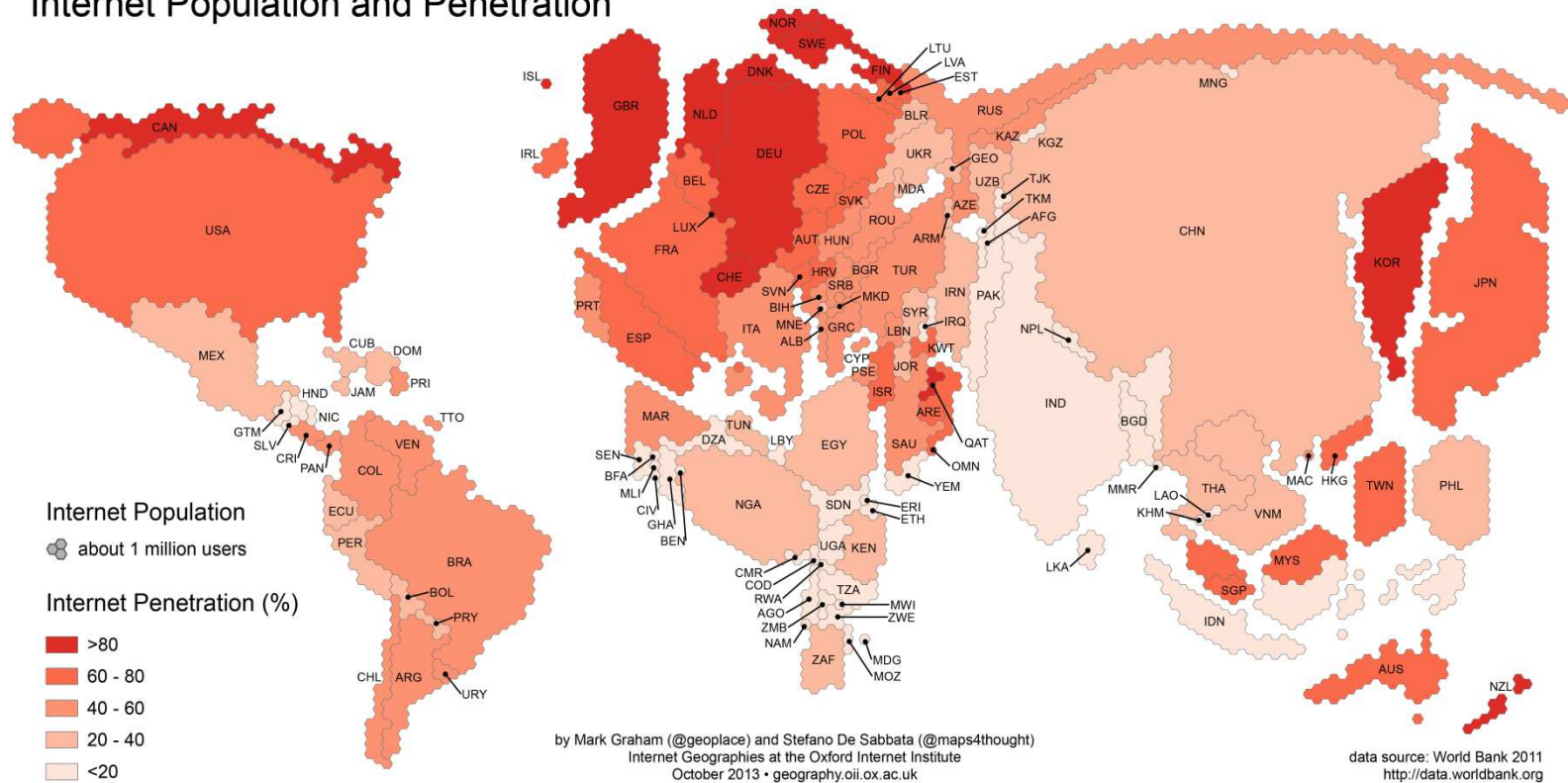
Evolution du secteur des TIC dans le monde 2003-2013 ¹⁰



3. SITUATION MONDIALE

La fracture numérique affecte l'égalité entre les citoyens en termes d'accès à l'information et aux services publics, la mobilité sociale (maîtrise des TIC), la démocratie (transparence) et la croissance économique (productivité). Le Maghreb accuse un retard significatif en débit moyen de bande passante. Bien que le Maroc soit le premier de la zone (internaute et infrastructures), il arrive 151^{ème} sur 195 pays, derrière le Nigéria (138).

Internet Population and Penetration



4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Menaces

- ❖ La **fracture numérique** qui risque de marginaliser tant une partie de la population marocaine que le Maroc lui-même, vis-à-vis d'autres pays.
- ❖ Les **cyber-attaques contre les Etats** qui menacent des infrastructures critiques du pays (équipements publics, transports...).
- ❖ Le risque de **perte de vitesse du Maroc** dans la course à la digitalisation économique, du fait de son infrastructure de connexion à haut débit qui peut décourager autant les initiatives locales que les désirs d'implantation au Maroc.
- ❖ Le développement de **l'automatisation (logicielle et robotique)** dans les pays développés qui pourrait menacer l'emploi des Marocains du Monde .

Actions en cours ¹¹	Objectifs à atteindre ¹²
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Généralisation de l'usage et de l'équipement en technologies de l'information pour les acteurs de l'enseignement et les différentes catégories socio-professionnelles. ▪ Mise en œuvre du plan national pour le développement du haut et très haut débit au Maroc. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Lutter contre la fracture numérique.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutien à la création et au développement d'acteurs locaux dans la filière "technologies de l'information et de la communication" (producteurs, distributeurs...). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire émerger des pôles d'excellence en technologies de l'information, avec un fort potentiel à l'export et renforcer le partenariat sud-sud par la création d'un marché commun africain des technologies de l'information et de la communication.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en cohérence de l'arsenal juridique national du Maroc avec la Convention internationale sur la cybercriminalité ratifiée en 2013. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer la cyber-sécurité dans le cadre d'une vision stratégique globale, axée sur la culture de l'anticipation des risques et le développement de la coopération entre les pouvoirs publics, les opérateurs privés, la communauté scientifique et les usagers.

4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Opportunités

- ❖ Le secteur **des technologies de l'information et de la communication**, alimenté par l'innovation et l'investissement, qui est **porteur de nouveaux emplois et filières**, tant dans la production, la distribution et les services liés aux TIC que dans les domaines connexes, comme le recyclage des déchets électroniques.
- ❖ La demande potentielle de e-commerce, de services en ligne et de contenus spécifiques qui peut permettre au Maroc, au-delà de la conquête de marchés, de **véhiculer ses valeurs de modernité et de tolérance**.
- ❖ La **dématérialisation des données publiques**, qui contribuerait à fluidifier une administration souvent engorgée.
- ❖ L'utilisation des réseaux sociaux qui peut permettre au Maroc **d'accroître son attractivité**, en développant sa e-réputation et sa e-diplomatie.

Actions en cours	Objectifs à atteindre
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement d'un contenu numérique national de type informationnel, éducatif et divertissant. ▪ Mise en place d'une politique de protection des données personnelles. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire des technologies de l'information un vecteur de développement humain.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibilisation des citoyens à l'utilisation des services e-Gov. ▪ Poursuite de la mise en œuvre des projets e-Gov et amélioration de l'efficacité des services offerts dans le cadre de ce programme. ▪ Mise en œuvre du gateway gouvernemental. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prendre en compte les évolutions technologiques pour mettre à niveau les services publics en ligne. ▪ Faire des technologies de l'information une source de productivité et de valeur ajoutée à travers la généralisation de l'administration électronique.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Incitation des entreprises à l'usage des technologies de l'information. ▪ Sensibilisation et formation des entreprises et des acteurs de la société à la sécurité des systèmes d'information 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accroître la productivité et améliorer la compétitivité des entreprises grâce aux technologies de l'information.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dématérialisation des documents commerciaux et renforcement du cadre législatif, favorisant la confiance numérique. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Refondre le cadre institutionnel de l'économie numérique pour faire de celle-ci un levier de croissance.

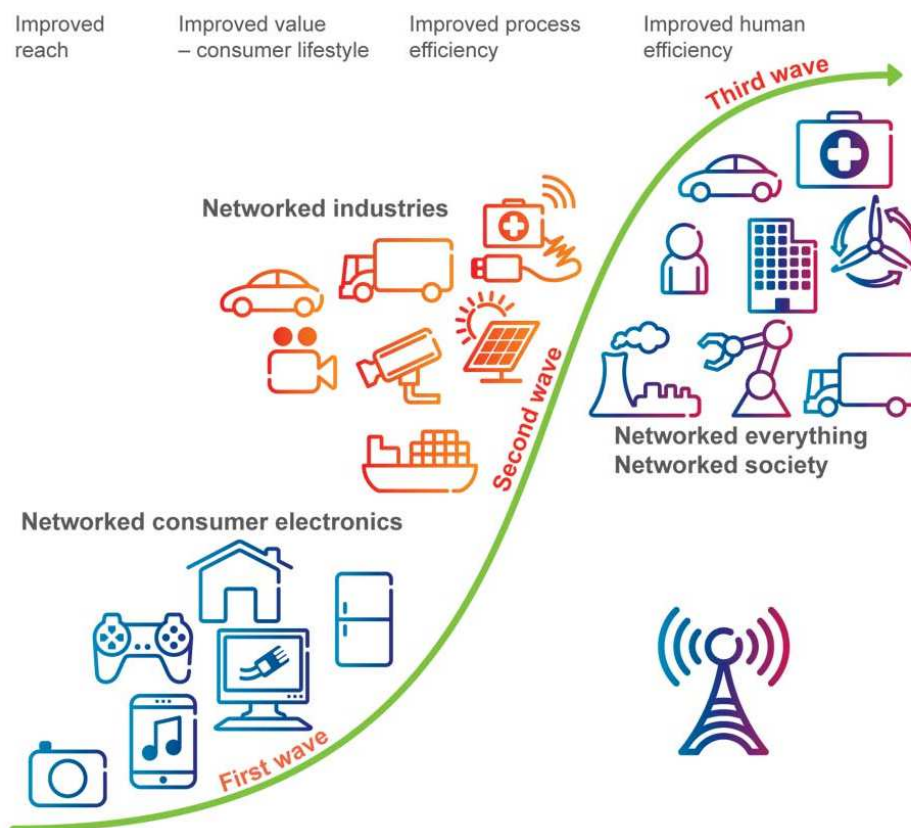
4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Ruptures

Le passage de la connexion des humains à celle des objets a favorisé une **croissance exponentielle des données**. La gestion de ces Big Data nécessite des capacités de stockage, de communication et de traitement qui dépassent largement celles des humains, justifiant ainsi le recours croissant à des algorithmes complexes d'intelligence artificielle.

Si l'avantage de tels programmes est manifeste en médecine, en enseignement ou en téléconseil, en revanche, il est plus **ambigu** en marketing prédictif, en politique assurantielle ou en logique hospitalière.

L'automatisation croissante est favorisée pour aboutir à un idéal "**coût marginal 0**"¹³ qui ouvrirait une ère d'abondance sans précédent. Mais elle va, tout d'abord, détruire des emplois à un rythme sans doute supérieur aux capacités de reconversion.



Les trois vagues de développement des objets connectés

Source : ICT Usage Lab

5. PRIORITES DU MAROC DANS LE MONDE

A court terme

- ❖ Mener des politiques publiques appropriées pour :
 - ✓ consolider les efforts de lutte contre la fracture numérique,
 - ✓ promouvoir les offres d'équipement en technologies de l'information, à des prix accessibles,
 - ✓ éduquer à une utilisation critique et raisonnée des technologies digitales,
 - ✓ doter le Maroc d'une stratégie de cyberdéfense, destinée à la fois à lutter contre la cybercriminalité, à soigner la e-réputation du Royaume et à développer une e-diplomatie, au profit de ses intérêts stratégiques.

A moyen-long terme

- ❖ Accompagner la digitalisation tant pour accélérer ses effets bénéfiques pour l'économie et la société marocaine que pour en atténuer les nuisances.
- ❖ Développer des compétences, alignées sur les standards technologiques internationaux.
- ❖ Positionner le Maroc comme un hub technologique régional.

Chapitre 5

VERS UN MONDE PLUS HUMAIN?

1. SYNOPTIQUE

Menaces, opportunités et ruptures

L'être humain n'a d'autres prédateurs que lui-même et le but de toute civilisation est de limiter cette prédation. Mais la mondialisation véhiculée par les médias et le consumérisme fait apparaître une opinion publique mondiale dont certains traits (**individualisme, personnification, rejet du lien et du contrat social...**) peuvent constituer autant de menaces pour des sociétés éclairées.

Simultanément, les valeurs émergentes d'une **économie du partage** où l'accès prévaut sur la propriété et la coopération sur la compétition laissent espérer un nouveau modèle de développement.¹⁴

Enfin, l'*Alien Generation* -**cette génération qui sait maîtriser les technologies de l'information et de la communication avant de savoir lire, écrire et compter**- va consacrer une rupture profonde dans les modes de vie, de comportements et de relations. Une rupture dont les prémisses commencent à se manifester dans le monde occidental, mais qui semble bien s'étendre à toutes les cultures.

Conséquences pour le Maroc

Le Maroc est directement concerné par ces évolutions : l'**individualisme croissant** alimente une décohobitation familiale rapide et une revendication forte des droits au détriment des devoirs ; le sens de l'intérêt général et de la responsabilité collective partagée semble se perdre graduellement.

La **culture mondialisée, superficielle et urbaine** de l'immédiateté et de la médiatisation prend le pas sur les repères identitaires historiques. Une nouvelle fracture apparaît, ainsi, entre culture rurale traditionnelle et culture urbaine occidentalisée, sur fond d'inégalités sociales. Elle peut renforcer l'attraction du repli identitaire ou de l'offre religieuse internationalisée.

La culture marocaine de l'ouverture -résultant de sa position historique de carrefour entre le Nord et le Sud (Europe et Afrique), mais aussi entre l'Est et l'Ouest (vers l'Orient)- s'offre ainsi comme une **passerelle** entre les deux rives de la transition en cours, **conjuguant modernité et tolérance**. L'économie du partage pourrait alors s'y développer plus rapidement qu'attendu.

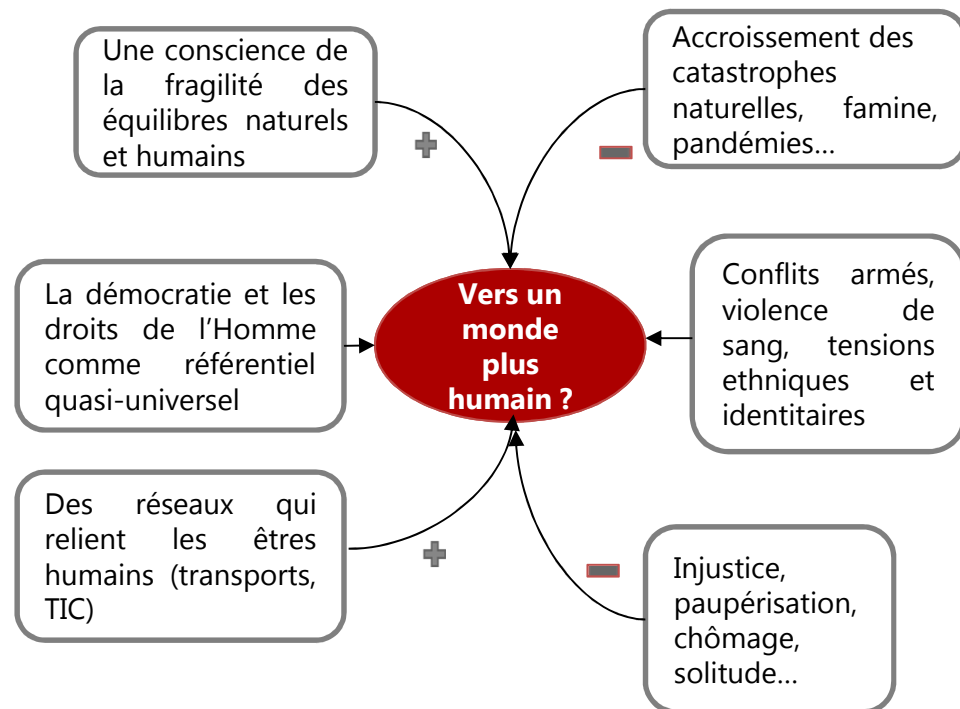
2. PROBLEMATIQUE MONDIALE

Définition

L'idée d'un "monde plus humain" renvoie à la notion de civilisation de l'empathie.¹⁵ Face à l'inquiétude générée par le monde actuel, du fait des menaces et des incertitudes croissantes, une nouvelle solidarité empathique se dégage. Du *crowdfunding* (financement participatif) aux systèmes d'échange locaux, en passant par l'entraide bénévole, les individus s'unissent pour affronter l'adversité ou faire valoir leurs droits.

"Par "être humain" ou "faire preuve d'humanité", nous désignons les qualités de l'homme lorsqu'il se montre **altruiste et sociable, digne et respectueux.**"¹⁶

Plus ou moins d'humanité...



3. SITUATION MONDIALE

Fruit de la société de consommation, de la valorisation de la réussite économique et d'un certain désenchantement du monde, un **nouvel état d'esprit** s'est imposé progressivement ces trente dernières années. **Plus dur, parfois plus violent**, il fait passer la compétition et l'égoïsme devant la solidarité et le respect des différences¹⁷.

La paupérisation, les multiples menaces pesant sur la sécurité, la santé, voire la liberté, mais surtout le **manque de repères** et le **sentiment d'injustice sociale** face aux richesses étalées ou perçues, à travers les médias engendrent une **crise généralisée de la confiance dans les institutions** humaines.

Celle-ci est renforcée par le **visage souvent inhumain de la mondialisation** : dictature des marchés financiers, aggravation de la fracture économique entre pays ou à l'intérieur d'un même pays, corruption généralisée, fossé accru entre très riches et très pauvres. Serions-nous condamnés à **perdre notre humanité** dans cette société mondialisée où la violence semble l'emporter inexorablement sur les règles du vivre-ensemble ?¹⁸



Figure 7.2. Gini coefficient: unweighted intercountry inequality, 1950–1998. Each country is one observation. Branko Milanovic. 2003. "The Two Faces of Globalization: Against Globalization as We Know It," *World Development* 31(4): 667–683, p. 675, figure 3. © Elsevier.

3. SITUATION MONDIALE

En réalité, cette vision d'un monde devenu plus brutal résulte de **l'intolérance croissante à toute forme d'agressivité**. Si la violence diminue à l'échelle mondiale et régresse significativement dans toutes les sociétés démocratiques (à l'exception de celle faite aux femmes)¹⁹, elle est désormais vécue d'une autre manière : celle des incivilités, des licenciements, du chômage, du divorce, du racisme, de l'extrémisme, de la solitude...

Car l'aspiration à un **vivre-ensemble apaisé** est plus forte que jamais : "La violence est démodée. Laissons les valeurs féminines s'épanouir dans nos sociétés afin de changer les mentalités. C'est essentiel pour construire une paix durable et le futur de l'humanité." ²⁰

L'altruisme, la compassion et l'empathie redeviennent des valeurs-clés²¹. Sans elles, support de l'urbanité et du vivre-ensemble multiculturel, la vie dans l'économie-monde devient impossible.



Ces valeurs se reflètent déjà dans **l'économie du partage et de la collaboration** qui se développe actuellement à travers des initiatives, comme le *crowdfunding* (KissKissBankBank²²), l'*open source* (Wikipedia, Slide-share...) et le C2C (BlaBlacar²³, airBnB²⁴...). Mais aussi dans l'évolution des dons et du mécénat, à l'échelle mondiale.

4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Menaces

- ❖ L'acuité des chocs économiques exogènes et les fragilités intrinsèques du modèle de développement du pays qui alimentent les **inégalités sociales et spatiales** et créent les conditions propices d'un Maroc à deux vitesses.
- ❖ La **détérioration de la confiance interpersonnelle et institutionnelle** qui risque de remettre en cause l'autorité de l'Etat, de réduire l'efficacité de l'effort de développement économique et social du pays et de favoriser la prévalence de l'incivisme et le non respect des lois.
- ❖ La baisse des solidarités traditionnelles, dans un contexte de **développement limité des solidarités institutionnelles** qui risque d'altérer les bases d'un vivre-ensemble apaisé et harmonieux.
- ❖ La difficulté de **maîtriser l'internationalisation de l'offre religieuse** et le radicalisme des mouvements fondamentalistes, importés de l'extérieur qui pourraient mettre à mal la quiétude spirituelle des Marocains.

Actions en cours	Objectifs à atteindre
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en œuvre de l'Initiative Nationale de Développement humain. ▪ Mise en place de programmes sociaux de lutte contre l'habitat insalubre, de désenclavement du monde rural, de généralisation de la couverture médicale de base... ▪ Conception en cours d'un modèle marocain de régionalisation avancée. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduire les inégalités, notamment en termes de capacité des populations. ▪ Relancer l'ascenseur social et développer les classes moyennes. ▪ Favoriser le développement des territoires de proximité (bassins de vie) pour en faire des espaces de création de richesse et d'emploi.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Moralisation de la vie publique. ▪ Recomposition du champ politique. ▪ Développement du rôle de la société civile. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer l'appropriation collective des enjeux nationaux, à travers des approches inclusives. ▪ Restaurer la confiance institutionnelle.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réforme partielle du système de subventions, réaménagement paramétrique du système de retraites... 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer les solidarités économique, sociale, spatiale et intergénérationnelle.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise à niveau du champ religieux et promotion du modèle marocain, axé sur l'Islam Sunnite modéré et tolérant. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Immuniser la société marocaine contre les courants religieux extrémistes.

4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Opportunités

- ❖ **Une singularité marocaine**, au niveau de son voisinage arabe et sud-méditerranéen, incarnée par la **réforme constitutionnelle** qui ouvre des perspectives prometteuses, en matière d'accélération de la transition démocratique du pays.
- ❖ Prise de **conscience de la communauté internationale en faveur du dialogue des religions** pour lutter contre les dérapages extrémistes.
- ❖ Essor des **réseaux sociaux** qui constituent un **levier favorisant l'empathie et les communautés affinitaires**.
- ❖ Développement de **l'open source**, permettant un accès élargi aux connaissances et le développement rapide de nouveaux savoirs.
- ❖ Rôle de la **mobilité des jeunes**, notamment au niveau euro-méditerranéen, renforçant le **brassage culturel et la compréhension mutuelle**.

Actions en cours	Objectifs à atteindre
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Opérationnalisation de la Constitution de 2011, à travers l'élaboration des lois organiques s'y rapportant. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Parachever la transition démocratique du pays et faire évoluer le Maroc d'une société de liens à une société de droits.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rôle actif du Maroc au sein de l'Organisation de la Conférence Islamique, gestion commune du culte musulman dans les pays d'accueil des communautés marocaines. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Favoriser le rapprochement entre le monde musulman et l'Occident. ▪ Préserver la sécurité spirituelle des communautés marocaines établies à l'étranger contre l'extrémisme.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Législation relative à la protection des données personnelles. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire des réseaux sociaux un espace d'expression responsable et sécurisé.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Participation du Maroc aux programmes ERASMUS, TEMPUS... 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégrer le Maroc dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche.

4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Ruptures

La virtualisation accrue du lien social, à travers une socialisation construite par les médias et les réseaux sociaux en place et lieu de la famille induirait des **comportements sociaux très différents de ceux attendus** et une évolution des mœurs qui pourrait emprunter des trajectoires, aux contours indéfinis.

Ce qui renvoie à la question fondamentale de savoir si le Maroc se dirige **vers une société inclusive ou de marginalisation** et quelle part prendraient les différents groupes sociaux à sa construction ?

Enfin, l'émergence d'une **nouvelle génération de jeunes Marocains**, présentant les caractéristiques de l'*Alien Generation* serait un facteur de rupture significatif dont la prise en compte ne devrait pas être négligée.

Actions en cours	Objectifs à atteindre
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place programmée de l'autorité pour la parité et contre toutes les formes de discrimination. Création et activation des commissions locales de la parité et de l'égalité des chances. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer le lien social et consolider le sentiment d'appartenance à la nation
<ul style="list-style-type: none"> Programmes locaux de la jeunesse, dans le cadre du Programme de Gouvernance Locale. 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre une politique publique intégrée, spécifiquement dédiée aux jeunes.
<ul style="list-style-type: none"> Promotion de la diversité culturelle du Maroc. 	<ul style="list-style-type: none"> Développer une politique de l'identité, favorisant le multiculturalisme et le métissage social et culturel.
<ul style="list-style-type: none"> Réforme du paysage médiatique. Participation active du Maroc aux instances de dialogue interculturel (Fondation Hannah LINDH...). 	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir à l'international l'esprit de tolérance marocain.

5. PRIORITES DU MAROC DANS LE MONDE

A court terme

- ❖ Parachever la transition démocratique du Maroc et raffermir l'image internationale du pays.
- ❖ Poursuivre les actions visant à soutenir le dialogue entre les civilisations et promouvoir l'image de l'Islam en tant que religion, prônant la paix et la coexistence des confessions.
- ❖ Intégrer la question des jeunes en tant qu'axe central de la coopération avec les pays partenaires.

A moyen-long terme

- ❖ Développer le capital immatériel du Maroc sur une base durable et en faire le socle de la compétitivité internationale du Royaume.
- ❖ Faire de la coopération décentralisée entre régions, à l'échelle internationale, un levier de rapprochement des peuples et de brassage culturel.

Chapitre 6

DEMAIN LE CLIMAT !

1. SYNOPTIQUE

Menaces, opportunités et ruptures

Phénomène global, transfrontalier et s'inscrivant dans le long terme, le **changement climatique menace la sécurité humaine** à plus d'un titre : catastrophes naturelles extrêmes, montées des eaux, raréfaction des ressources naturelles, maladies émergentes, pollutions, modifications climatiques irréversibles à l'échelle d'une vie humaine (désertification, courants océaniques...).

Néanmoins, il génère aussi de multiples opportunités, tant sociales que politiques et économiques, incarnées dans les concepts émergents de **justice climatique, de droit des générations futures** (développement durable), **d'économie bleue, d'énergie positive, de living lab...**

Que le statut-quo en vigueur soit maintenu ou que des réponses adaptatives massives soient mises en place, **les modes de production et de consommation, les institutions et les mentalités vont devoir changer** d'autant plus drastiquement que l'appréciation globale de ce phénomène est encore imprécise.

Conséquences pour le Maroc

Selon plusieurs modèles climatiques généraux, le Maroc deviendrait **plus chaud et aride**, en particulier durant les dernières décennies du 21^{ème} siècle. Ces conditions météorologiques défavorables impacteraient des secteurs aussi stratégiques pour le Royaume que **les ressources hydriques, l'agriculture et le tourisme**. Si une immigration climatique significative est fortement probable, des déplacements de population à l'intérieur même du pays sont aussi à envisager...

Bien que la **raréfaction des ressources en eau** soit déjà significative, l'application de la loi sur l'eau (1995) qui consacre une gestion intégrée de cette ressource reste, encore, en deçà des mesures nécessaires pour faire face à ce problème majeur.

Mais, déjà, une **prise en compte de la nécessité d'intégrer le changement climatique** dans les politiques publiques s'amorce, notamment en matière de développement durable, de promotion des énergies renouvelables et d'agriculture raisonnée (Maroc Vert). La question de la vulnérabilité du littoral commence aussi à s'imposer.

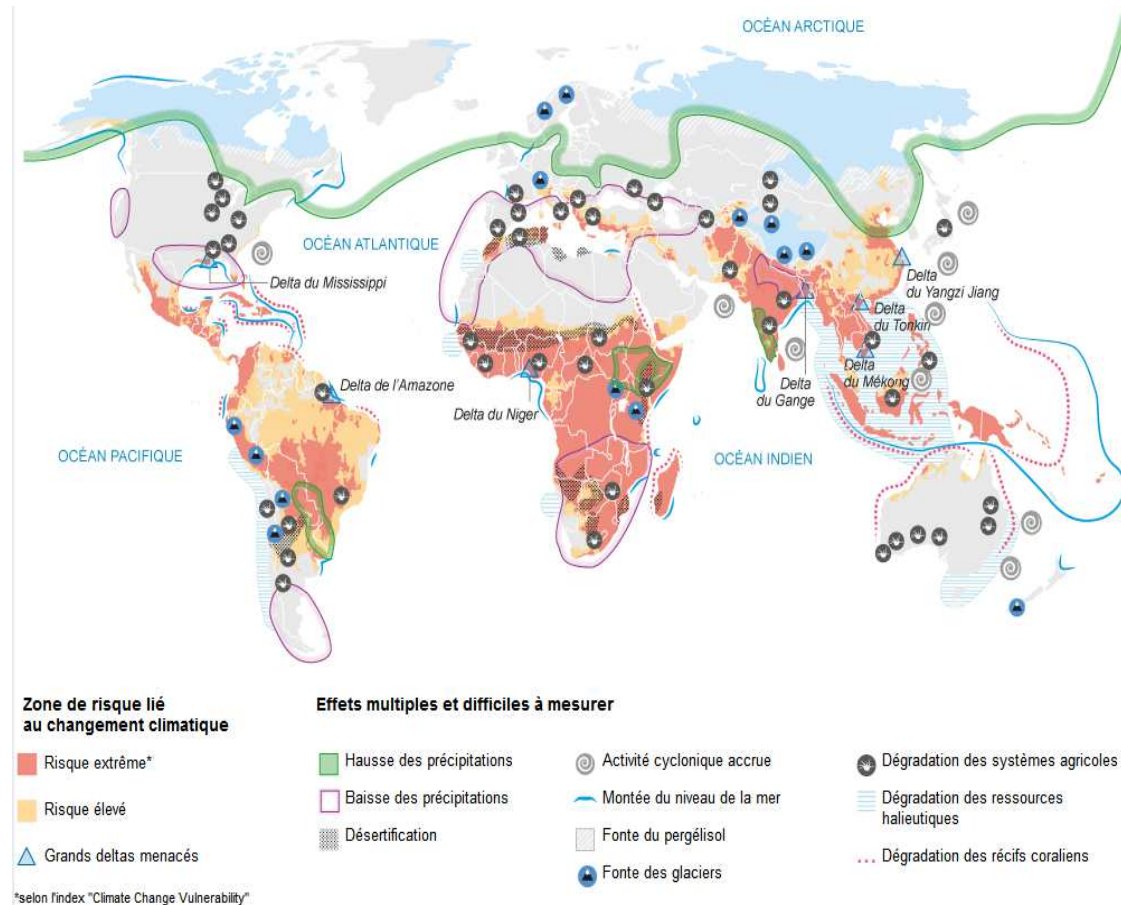
2. PROBLEMATIQUE MONDIALE

Définition

Depuis un quart de siècle, le changement climatique préoccupe la communauté internationale (GIEC, 1988). En effet, il entraîne à plus ou moins long terme³⁰ :

- ✓ une hausse de la température à la surface du globe de 0,3 à 4,8°C en moyenne, d'ici 2100, accompagné d'une augmentation du taux d'humidité de 7% par degré supplémentaire,
- ✓ la survenue d'événements météorologiques extrêmes, avec un accroissement de leur intensité,
- ✓ une élévation du niveau des océans et une fonte des banquises.

Le changement climatique fait référence à "des changements qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables"³¹.



Sources : PNUE ; V. RAISSON, 2033, Atlas des futurs du monde, LAFFONT Robert, 2008 ; MAPLECROFT, Climate Change Vulnerability Index 2013

3. SITUATION MONDIALE

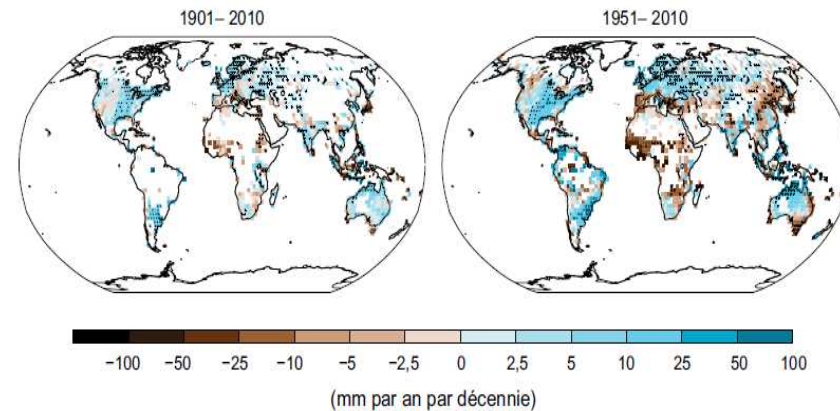
Les conclusions du cinquième rapport du GIEC sont claires :

"Le réchauffement du système climatique est sans équivoque et, depuis les années 1950, beaucoup de changements observés sont sans précédent depuis des décennies, voire des millénaires. L'atmosphère et l'océan se sont réchauffés, la couverture de neige et de glace a diminué, le niveau des mers s'est élevé et les concentrations des gaz à effet de serre ont augmenté"²⁵.

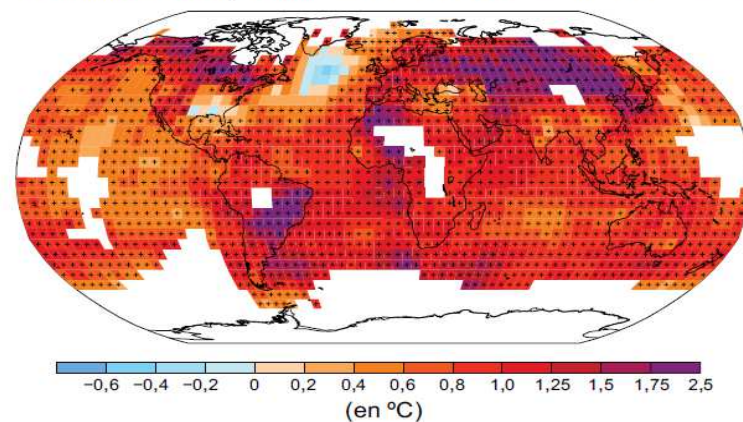
La communauté internationale s'est cristallisée autour de la notion de "gouvernance climatique mondiale", mais elle peine à trouver un consensus sur l'identification et l'imputabilité des responsabilités passées, présentes et futures du changement climatique. Or, celle-ci est essentielle à la mise en place d'une **"justice climatique"**, au titre de laquelle les pays les plus responsables de la dégradation climatique financeraient à grande échelle la réponse des pays les plus touchés, souvent faiblement émetteurs de gaz à effet de serre.

Enfin, les **migrations climatiques** ont déjà atteint un niveau sans précédent : elles sont devenues la première cause des déplacements intérieurs dans le monde²⁷ et, d'ici 2050, plusieurs centaines de millions de personnes pourraient avoir migré de manière permanente²⁸.

Changements observés concernant les précipitations annuelles sur les terres émergées ²⁶



Évolution de la température en surface observée entre 1901 et 2012



3. SITUATION MONDIALE

Le changement climatique en cours est l'une des composantes d'une **vaste crise écologique** (déforestation, pollution, épuisement des sols, atteinte au bon fonctionnement des écosystèmes et de la biodiversité), provoquée par le modèle de développement actuel.

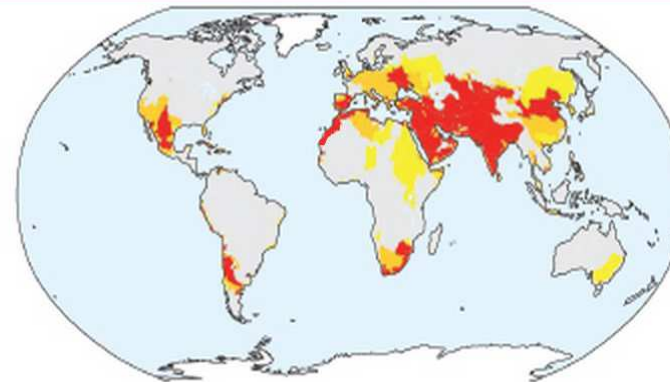
Les transformations auxquelles l'humanité doit désormais faire face exigent, donc, la mise en place d'un **nouveau modèle systémique de développement**. Il en va du droit des générations futures à pouvoir, non plus seulement croître, mais survivre : c'est l'objectif du **développement durable** qui associe la société et l'environnement à l'économie pour promouvoir une croissance plus harmonieuse et plus responsable.

La **transition énergétique**, qui cherche les voies et les moyens de passer à une économie post-carbone, participe de ce même effort, mais se heurte aux conservatismes de toute nature et à la difficulté des énergies alternatives de fournir un rendement équivalent à celui des énergies fossiles.

Enfin, l'**économie bleue**, qui s'est substituée aux concepts d'économie verte (déchets) et d'économie circulaire (recyclage multiple), veut s'inspirer de la nature (biomimétisme) **pour construire un nouveau modèle économique** plus respectueux des humains (santé, juste prix) et de leur biotope.²⁹

L'**expérimentation** de nouveaux processus, biens et services, à l'échelle humaine et non plus d'un laboratoire (*living lab*) devient, alors, la clé de voute d'un progrès mesuré.

Population vivant dans des bassins hydrographiques soumis à un stress hydrique : projections en 2050



Niveau de stress (taux d'exploitation de l'eau)

□ Aucun (< 0,1)

■ Moyen (0,2 – 0,4)

■ Faible (0,1 – 0,2)

■ Grave (> 0,4)

Source : Projections de référence des *Perspectives de l'environnement à l'horizon 2050*

source : L'Observateur, OCDE

4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Menaces

- ❖ **Accentuation du stress hydrique** qui pourrait conduire à la **pénurie d'eau** (baisse des ressources hydriques par habitant et par an de 4074 m³ en 1950 à 670 m³ en 2010, tensions sur les nappes phréatiques...).
- ❖ Altération des bases productives de l'agriculture, dans un contexte d'instabilité des prix sur les marchés internationaux qui pourrait **menacer sérieusement la sécurité alimentaire du pays**.
- ❖ Vulnérabilité accrue du littoral qui pourrait **mettre en péril la sécurité économique et humaine du pays**, compte tenu de la forte concentration des populations et des activités sur cette zone sensible.
- ❖ **Menace sur la sécurité sanitaire**, avec l'émergence des maladies d'origine hydrique et le développement de maladies émergentes, liées au climat.

Actions en cours	Objectifs à atteindre
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Politique des barrages, gestion intégrée de l'offre et de la demande d'eau, loi sur l'eau. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantir l'approvisionnement à long terme du pays en eau, à travers la protection des aquifères, la lutte contre le gaspillage de l'eau et la mobilisation des eaux non conventionnelles
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en œuvre du "Plan Maroc Vert". 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer des cultures résilientes face à l'aridité et sécuriser l'accès des populations, notamment les couches vulnérables, aux denrées alimentaires de base.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Loi sur le littoral, renforcement du dispositif de protection du littoral, stratégie de lutte contre les catastrophes naturelles. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sécuriser le développement du littoral et accroître la résilience des activités stratégiques face au changement climatique.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Stratégie 2020 de la santé. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place un dispositif de veille sanitaire performant pour anticiper et contenir les risques climatiques sur la santé de la population

4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Opportunités

- ❖ **Le potentiel du marché de l'économie bleue**, en termes de création d'emplois et de revenus dans plusieurs secteurs d'activité qui offre au Maroc l'opportunité d'accélérer son rattrapage économique.
- ❖ **Les possibilités de financement, dans le cadre des mécanismes de coopération internationale** qui contribueraient à soutenir l'effort national d'adaptation au changement climatique et à bénéficier des transferts de savoir et de savoir-faire dans le domaine du climat.
- ❖ **Le développement des énergies renouvelables**, en tant que filière d'avenir qui permettrait au Maroc d'atténuer le poids de la facture énergétique sur les finances publiques et sur la balance commerciale.
- ❖ **L'appel à une gouvernance climatique mondiale**, assumée par l'ensemble des pays du globe qui offrirait au Maroc l'opportunité de se positionner favorablement, en la matière.

Actions en cours	Objectifs à atteindre
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place des jalons de l'économie bleue dans certains secteurs importants dont l'habitat durable, le transport. ▪ Développement de l'efficacité énergétique. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire de l'économie bleue le socle des choix de politiques publiques et de développement territorial du Maroc.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Financement de projets dans le cadre du Mécanisme de Développement Propre (MDP). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mobiliser efficacement le potentiel de coopération bilatérale, en termes de financement et de capacités techniques et institutionnelles.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en œuvre du Plan Solaire, doté d'un financement de 9 milliards de dollars et développement de l'énergie éolienne... ▪ Réflexions sur le déploiement des "smarts grids". 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Concrétiser les ambitions de la stratégie énergétique, en renforçant le poids des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique national (42% de la production électrique en 2020).
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Participation active aux Cop, développement de la coordination entre les acteurs, impliqués dans le domaine de l'environnement et du climat. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Doter le Maroc d'une véritable diplomatie climatique, à même de défendre les intérêts stratégiques du pays.

4. MENACES, OPPORTUNITES ET RUPTURES POUR LE MAROC

Ruptures

L'avenir des énergies renouvelables est prometteur, mais **demeure entaché d'incertitudes** car leur développement est étroitement lié, non seulement au financement de leur mise en œuvre, mais surtout aux capacités de R&D du pays, à la maîtrise de l'industrialisation et à la formation d'une main-d'œuvre compétente.

Sa concrétisation est déterminée à la fois par les évolutions futures des prix des énergies, d'origine fossile, notamment le pétrole et par l'engagement des grands pays émergents à réajuster leurs modes de production et de consommation, selon les vertus de **l'économie bleue**.

Actions en cours	Objectifs à atteindre
<ul style="list-style-type: none">▪ Développement du partenariat public-privé, en matière de financement des projets dans le domaine des énergies renouvelables.▪ Diversification des sources de financements externes pour renforcer la visibilité financière du Plan Solaire.	<ul style="list-style-type: none">▪ Faire des énergies renouvelables un des métiers mondiaux du Maroc.
<ul style="list-style-type: none">▪ Développement de l'intégration industrielle locale.	

5. PRIORITES DU MAROC DANS LE MONDE

A court terme

- ❖ Placer la question de l'eau au cœur des politiques publiques.
- ❖ Mettre en place une gouvernance climatique appropriée, permettant d'améliorer l'efficacité des actions menées par le Maroc, en matière de lutte contre le changement climatique.
- ❖ Renforcer les compétences scientifiques dans le domaine du changement climatique et encourager la création d'observatoires pour surveiller les risques climatiques extrêmes et assurer le suivi des vulnérabilités.
- ❖ Mobiliser le potentiel de coopération multilatérale et bilatérale, notamment avec l'Europe.

A moyen-long terme

- ❖ Doter le Maroc d'une diplomatie climatique influente et en faire un levier de rayonnement du pays à l'international.
- ❖ Se positionner favorablement sur les créneaux porteurs de l'économie bleue et devenir un acteur majeur, en matière de production des technologies propres.

CONCLUSION

- ❖ L'examen du positionnement du Maroc dans le monde a permis de faire ressortir les menaces auxquelles le pays devrait se préparer, mais aussi d'importantes opportunités à saisir et des ruptures à anticiper.
- ❖ Les principales **menaces** identifiées sont :
 - le déclenchement d'une spirale de récessions économiques prolongées,
 - l'intensification des pressions concurrentielles,
 - l'aggravation des inégalités économiques, sociales et spatiales ainsi que de la fracture numérique,
 - le réchauffement climatique et ses impacts sur les ressources en eau et sur la sécurité humaine,
 - la prolifération de la menace terroriste et le développement de la criminalité internationale.
- ❖ Parmi les **opportunités**, il convient de souligner :
 - le partage de la responsabilité des affaires du monde qui permettra aux pays émergents de faire entendre leur voix,
 - les nouveaux relais de croissance économique que représentent les BRICs et l'Afrique,
 - la révolution digitale,
 - l'économie bleue.
- ❖ S'agissant des **ruptures**, il y a lieu de mentionner :
 - l'émergence de la Chine, annonçant la fin probable de l'hégémonie économique occidentale,
 - la robotisation et l'automatisation croissante des process,
 - l'essor de la finance islamique, dans un monde musulman où certains pays se radicalisent,
 - l'éclatement éventuel de la zone euro.

CONCLUSION

- ❖ Face aux transitions majeures sur le plan international, le Maroc, en plus de la défense de son intégrité territoriale, a fixé comme **priorités, à court terme** :
 - l'opérationnalisation du Conseil Supérieur de Sécurité, l'amélioration du cadre institutionnel de la politique étrangère et la conduite d'une diplomatie économique audacieuse,
 - l'approfondissement de l'intégration du Maroc à son espace euro-méditerranéen ainsi que le raffermissement des relations avec les pays du Golfe et les pays émergents,
 - l'accélération de l'émergence du Maroc en tant que hub économique, financier et dans le domaine des transports et, à plus longue échéance, en tant que hub technologique,
 - la lutte contre les inégalités sous leurs différentes formes et contre la fracture numérique,
 - le parachèvement de la transition démocratique, la consolidation des avancées, en matière des droits de l'Homme et la promotion à l'extérieur d'un islam, prônant la paix et la coexistence entre religions,
 - le placement de la question de l'eau au cœur des politiques publiques et la mise en place d'une gouvernance climatique appropriée.
- ❖ Pour ce qui est des **priorités à moyen et long terme** du Royaume, il faut mentionner :
 - l'accession du Maroc au rang de pays émergent, à part entière, le renforcement de son rôle de soft power et la mise en œuvre d'une stratégie de partenariat globale, adaptée aux nouvelles réalités géopolitiques,
 - la construction du Maghreb autour de nouveaux paradigmes, l'extension de l'influence du Maroc à l'ensemble de l'Afrique et l'élargissement du partenariat avec les pays du Golfe à des secteurs d'avenir,
 - la saisie des effets bénéfiques de la digitalisation sur l'économie et la société marocaine et l'atténuation de ses nuisances,
 - le développement du capital immatériel et de ses composantes tant humaine, sociale qu'institutionnelle en vue d'en faire le socle de la compétitivité internationale du Royaume et de ses régions,
 - le positionnement du Maroc sur les créneaux porteurs de l'économie bleue et l'édification d'une diplomatie climatique influente.

ANNEXE 1

Le programme d'études "**Compétitivité globale et positionnement du Maroc dans le système mondialisé**" a pour but d'examiner l'état de la compétitivité du pays et de déterminer les forces et les faiblesses de son positionnement international, tout en tenant compte des transformations structurelles, à moyen et long terme.

En matière de compétitivité, le Maroc dispose d'atouts considérables qui constituent des leviers importants à mobiliser afin d'accélérer le processus de développement global du pays et d'assurer sa meilleure insertion dans l'économie mondiale : position géostratégique privilégiée, stabilité politique, ouverture sur l'extérieur...

Il jouit d'une vocation réformatrice qui lui confère une longueur d'avance par rapport à son voisinage et mène des projets structurants de développement. La communauté marocaine résidant à l'étranger est riche et diversifiée.

Cependant, l'étude de la compétitivité globale du Maroc a mis en exergue les fragilités mentionnées ci-après :

- Un positionnement mondial du Maroc bien en deçà des aspirations du pays.
- Des performances économiques mitigées.
- Une contribution limitée du capital humain à la compétitivité globale.
- Une compétitivité institutionnelle insuffisante qui impacte, négativement, le rythme de développement du pays.
- Des accords de libre-échange qui profitent plus aux partenaires qu'au Maroc.
- Un schéma de partenariat à diversifier pour saisir les opportunités du contexte international et pour mieux faire face à ses contrariétés.

En outre, la durabilité du modèle de développement n'est pas complètement assurée : un régime de croissance encore générateur d'inégalités, un marché intérieur dont la dynamique profite davantage aux importations et des options de développement, affectant les équilibres environnementaux.

ANNEXE 1

Les développements précédents plaident en faveur de l'élaboration d'une stratégie de compétitivité globale et intégrée du Maroc dont la finalité première serait la création intensive d'emplois stables et qui pourrait s'articuler autour de deux axes majeurs, déclinés en treize orientations :

❖ **Revoir le modèle de développement marocain et agir sur les déterminants structurels de la compétitivité**

- Sécuriser la trajectoire de développement du pays.
- Favoriser le développement du capital humain et en faire le socle des avantages compétitifs du Maroc.
- Accélérer la cadence des réformes et améliorer leur cohérence d'ensemble.
- Faire de l'ancrage à l'économie bleue un levier de positionnement dans le monde post-crise.
- Revoir la politique commerciale extérieure pour la rendre étroitement corrélée aux autres politiques publiques.

❖ **Assurer un meilleur positionnement du Maroc dans la mondialisation**

- Réunir les conditions d'une mise en œuvre adéquate de la politique étrangère en vue d'améliorer le statut de puissance attractive du Maroc.
- Concrétiser les dispositions du statut avancé Maroc-Union européenne par l'adoption d'une stratégie nationale de convergence réglementaire.
- Etablir les relations avec l'Espagne sur des bases solides et pérennes.
- Renforcer la place de l'Afrique dans les choix stratégiques du Maroc.
- Relancer la coopération entre le Maroc et l'Algérie pour promouvoir l'intégration maghrébine.
- Etendre le partenariat stratégique avec les pays du Conseil de Coopération du Golfe aux secteurs économiques porteurs.
- Diversifier les alliances stratégiques du Maroc pour qu'il puisse s'adapter aux nouvelles réalités géostratégiques.
- Approfondir l'ancrage du Maroc à son espace atlantique.

ANNEXE 2

Le programme d'études "**Lien social : quel rôle pour l'Etat et l'ensemble des acteurs sociaux ?**" a pour objectif d'examiner les diverses manifestations du vivre-ensemble au Maroc, ses forces, ses fragilités et les risques qu'il comporte pour la cohésion sociopolitique et l'entité nationale.

Etat du lien social en 2011

Les différents liens sociaux sont d'intensités différenciées. A ce titre, le lien familial éclipse les autres liens sociaux. La famille continue d'être une valeur-refuge pour l'individu. Cependant, les transformations rapides de son système de valeurs ne manquent pas de fragiliser les relations en son sein et, d'une manière générale, le lien social.

L'intensité variée des liens précités n'est pas sans conséquences sur la confiance interpersonnelle qui baisse de manière significative, à mesure que l'on s'éloigne des proches et des amis, mais elle demeure généralement plus faible dans les villes que dans les campagnes.

La confiance institutionnelle est fragile, notamment à l'égard de certaines institutions régaliennes et ancillaires pour deux raisons essentielles : la corruption endémique et l'injustice sociale, deux obstacles majeurs au vivre-ensemble.

La crise de l'intermédiation sociale et politique constitue l'une des manifestations du délitement du lien social. Elle est affectée par la crise des partis, des élites et des corps intermédiaires et se nourrit, en général, des diverses manifestations de défiance.

Sur le plan des identités collectives, le sentiment d'appartenance nationale chez les Marocains reste fort, mais il est précédé par l'attachement à la religion musulmane. Néanmoins, l'Islam sunnite marocain est soumis, aujourd'hui, à des défis, découlant de l'internationalisation de l'offre religieuse et du radicalisme des mouvements religieux fondamentalistes. Enfin, la gestion de la diversité linguistique est source de tensions et risque de fragiliser le lien social.

ANNEXE 2

Afin de pallier cette situation, le Maroc devrait renforcer les bases d'une société où la confiance règne, où le modèle de développement réduit les inégalités sociales, où les solidarités institutionnelles sont développées, où la diversité identitaire et culturelle est valorisée et où l'édifice social serait soutenu par la famille et la religion, mais, aussi, par le lien politique et le lien civique. Pour cela, il faudrait entreprendre les actions ci-après :

❖ Pour une politique de restauration de la confiance

- Faire évoluer le Maroc d'une société de liens vers une société de droits.
- Résorber la corruption et assurer une coordination étroite des actions des instances, impliquées dans la lutte contre ce fléau.

❖ Pour une politique de solidarité économique, sociale, spatiale et générationnelle

- Réduire les inégalités : un impératif de cohésion sociale.
- Relancer l'ascenseur social.

- Mettre en œuvre une politique transversale de la famille.
- Elaborer une politique publique intégrée à destination des jeunes.
- Concevoir une nouvelle politique de la ville.

❖ Pour une politique valorisant l'identité plurielle

- Assurer la transition de politiques culturelles et religieuses à une politique de l'identité.
- Entreprendre une réforme d'envergure des médias.

❖ Pour une politique favorisant le développement de la recherche en sciences sociales

- Développer la recherche en sciences humaines et sociales.
- Créer une institution dédiée à la recherche dans les sciences de l'homme et de la société
- Mettre en place un dispositif de mesures multicritères du lien social.

ANNEXE 3

Le changement climatique est, aujourd'hui, une réalité à l'échelle internationale et l'impact anthropique sur l'évolution du climat est avéré. Il est, actuellement, considéré comme l'une des menaces les plus sérieuses pour un développement durable de la planète.

Le changement climatique est devenu une question d'intérêt mondial parce qu'il affecte, à des degrés variables, tous les pays, indépendamment de leur situation géographique.

Au Maroc, plusieurs constats mettent en évidence une tendance au réchauffement, associée à une réduction des précipitations sur la majeure partie du pays. Cette évolution est accompagnée de l'intensification des phénomènes extrêmes, tels que les orages, les averses, les sécheresses et les vagues de chaleur et de froid.

Les conditions météorologiques défavorables pourraient concerner tous les secteurs d'activité, mais ceux ayant un caractère stratégique qui seraient fortement touchés sont les ressources hydriques, l'agriculture et le tourisme. La pénurie en eau pourrait s'accroître, à l'avenir et les ressources en eaux souterraines seraient de plus en plus sollicitées.

Des menaces pèsent sur la sécurité alimentaire, compte tenu de la base de production agricole qui se rétrécit et de la facture alimentaire qui surenchérit. La sécurité sanitaire ne serait pas non plus épargnée, en raison de la résurgence des maladies d'origine hydrique et du développement de maladies émergentes.

Face à l'ensemble de ces menaces, une bonne gouvernance climatique devient une nécessité. Le Maroc devrait se préparer aux impacts du changement climatique sur le plan environnemental, économique et social, à travers la mise en œuvre d'une véritable stratégie nationale qui compléterait la politique engagée par le Royaume, en termes d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables.

ANNEXE 3

Cette stratégie devrait être articulée autour de cinq orientations majeures :

- Placer la question de l'eau au cœur des politiques publiques, en opérant une refonte de la stratégie de l'eau et en menant des actions concrètes, à même de garantir l'approvisionnement à long terme du pays en eau.
- Eriger la sécurité alimentaire au rang des priorités stratégiques.
- Renforcer la sécurité sanitaire, dans un contexte de développement de maladies émergentes.
- Préserver la sécurité économique, en donnant la priorité aux secteurs stratégiques.
- Mettre en place une gouvernance climatique appropriée et une diplomatie audacieuse.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1 <http://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/gouvernance-mondiale.html>
- 2 <http://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/indice-de-gouvernance-mondiale.html>
- 3 WECKEL Philippe, "Sommes-nous dans un monde zéro-polaire ?", Sentinelle, Bulletin numéro 393 du 25/05/2014.
- 4 *The BRICs 10 years on : Halfway through the great transformation*, Goldman Sachs Global Economics, Commodities and Strategy Research, Global Economics Paper N°208, December 7, 2011.
- 5 Accroissement du coefficient de GINI du Maroc : Agence Française de Développement (2014). *Le modèle de croissance marocain : opportunités et vulnérabilités*, MACRODEV (Macroéconomie & Développement), N°14, juin 2014, p.3.
- 6 CHEVALLIER Denis et MOREL Alain, *Identité culturelle et appartenance régionale*, Terrain. : Revue d'ethnologie de l'Europe, no. 5, Octobre 1985: 3–5.
- 7 Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications, *Enquête sur l'accès et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication par les individus et les ménages au Maroc en 2013*, Rabat, 2013.
- 8 COMPIÈGNE Isabelle, *La société numérique en question(s)*, Auxerre : Editions Sciences Humaines, janvier 2011.
- 9 http://www.ita.gov.om/ITAPortal/Info/FAQ_DigitalSociety.aspx
- 10 Base de données de l'Union Internationale des Télécommunication sur les indicateurs des télécommunications, *TIC dans le monde* (Estimations pour 2013).
- 11 et 12 Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique, *Les orientations phares de la stratégie « Maroc Numeric 2020 »*, Rabat, 2014.
- 13 et 14 RIFKIN Jeremy, *The Zero Marginal Cost Society: The Internet of Things, the Collaborative Commons, and the Eclipse of Capitalism*, New York: Palgrave Macmillan, 2014.
- 15 RIFKIN Jeremy et CHEMLA Paul, *Une nouvelle conscience pour un monde en crise : vers une civilisation de l'empathie*, [Brignon (Gard)], les Liens qui libèrent, 2011.
- 16 JUIGNET Patrick, "Humaine sagesse ?", Philosciences, 2012. (<http://www.philosciences.com/Societe/Humain.html>)

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

- ¹⁷ Organisation mondiale de la Santé, *Rapport Mondial sur la Violence et la Santé*, Genève, 2002.
- ¹⁸ GODIN Christian, Conférence à l'Université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand, France, le 4 avril 2012.
- ¹⁹ MUCHEMBLED Robert, *Une histoire de la violence*, Paris : Seuil, 2008 ; PINKER Steven. *The Better Angels of Our Nature: Why Violence Has Declined*. First Edition. New York: Viking Adult, 2011.
- ²⁰ BARRY Catherine. *Paroles du Dalai-Lama aux femmes*. Paris: Pocket, 2010.
- ²¹ RIFKIN Jeremy et CHEMLA Paul, *Une nouvelle conscience pour un monde en crise : vers une civilisation de l'empathie*, [Brignon (Gard)], les Liens qui libèrent, 2011.
- ²² KissKissBankBank est une plate-forme de financement participatif dédiée à la créativité et à l'innovation. (<http://www.kisskissbankbank.com/>)
- ²³ BlaBlaCar est un service de covoiturage qui met en relation des conducteurs et des passagers souhaitant partager un trajet et des frais associés. (<http://www.covoiturage.fr/>)
- ²⁴ Airbnb est une plate-forme communautaire qui permet à des particuliers de louer tout ou une partie de leur propre habitation comme logement d'appoint. (<https://www.airbnb.fr/>)
- ²⁵ et ²⁶ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Changements climatiques 2013 : Les éléments scientifiques*, 5^e rapport, 2013. (http://www.ipcc.ch/pdf/assessmentreport/ar5/wg1/WG1AR5_SummaryVolume_FINAL_FRENCH.pdf)

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

- ²⁷ IDMC, *Global Estimates 2014: People displaced by disasters*, Septembre 2014.
(<http://www.internaldisplacement.org/publications/2014/global-estimates-2014-people-displaced-by-disasters>)
- ²⁸ *Stern Review Report on the Economics of Climate Change*, Part II: the Impacts of Climate Change on Growth and Development, p. 56-
(<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=9162&LangID=E>)
- ²⁹ GUNTER Pauli, *L'économie bleue: 10 ans, 100 innovations, 100 millions d'emplois*, Lyon: Caillade Publishing, 2011.
- ³⁰ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Changements climatiques 2013 : Les éléments scientifiques*, 5^e rapport, Troisième volume, avril 2014.
- ³¹ Nations Unies, *Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)*, Article premier : définitions, New York, 1992. (<http://unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf>)

GLOSSAIRE

Acteurs	<p>En relations internationales, on considère comme acteur toute entité dont les actions transfrontalières affectent la distribution des ressources et la définition des valeurs, à l'échelle planétaire.</p> <p>BATTISTELLA Dario, PETITEVILLE Franck, <i>Dictionnaire des Relations Internationales</i>, Paris : Dalloz, 2012, p. 572.</p>
Communauté internationale	<p>Elle désigne une collectivité supra-étatique, institutionnellement construite, attachée à la préservation de l'ordre en place. La communauté internationale, ce peut être l'Organisation des Nations Unies (ONU) qui constitue, pour le moment, la seule incarnation d'une communauté aussi large que possible des Etats, liés ensemble par des principes et des procédures visant à les empêcher de se faire la guerre.</p> <p>HERMET Guy, BADIE Bertrand, BIRNBAUM Pierre, <i>Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques</i>, Paris : Dalloz-Sirey, 2005, p. 404.</p> <p>MOREAU DEFARGE Philippe, <i>Dictionnaire de géopolitique</i>, Paris : Dalloz, 2002, p. 186.</p>
Compétitivité	<p>Une économie compétitive est une économie qui présente une croissance élevée et soutenue de la productivité.</p> <p>SILEM Ahmed, ALBERTIN Jean-Marie, <i>Dictionnaire de l'économie</i>, Paris : Dalloz, 2012, p. 850.</p>

GLOSSAIRE

Conseil de Coopération du Golfe	<p>Le Conseil de coopération des Etats du Golfe ou Conseil de Coopération du Golfe est une organisation aux buts essentiellement économiques et sociaux qui a été créée le 26 mai 1981. Elle rassemble l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Bahreïn, le Qatar, les Emirats Arabes Unis et le Sultanat d'Oman.</p> <p>Dans le contexte des révolutions arabes du début 2011, le Conseil de Coopération du Golfe a proposé d'intégrer les royaumes du Maroc et de Jordanie avant de retirer sa proposition, préférant d'abord renforcer "la coordination, la coopération et le partenariat stratégique" avec les deux pays, notamment, par la création d'un "fonds du Golfe Persique pour le développement". Secrétariat Général du Conseil de Coopération du Golfe Persique (2011)</p>
Coopération	<p>La coopération suppose l'action commune, conjointe ou coordonnée de partenaires indépendants, agissant chacun pour son compte, mais associant leurs conduites de façon convenue pour la mise en œuvre d'opérations limitées. SUR Serge, <i>Relations internationales</i>, Paris : Montchrestien, 2011, p. 598.</p>
Cyberespace	<p>Une rencontre d'objets physiques (des câbles, des antennes, des terminaux, des machines ou des écrans qui sont a priori localisés sur un territoire soumis à certaines lois), de signes qui relèvent d'une logique sémantique (des pixels formant des images, des mots faisant sens pour un lecteur), mais aussi des cerveaux humains qui sont , au total, les destinataires ultimes de tout ce qui précède. HUYGHE Francois-Bernard, <i>L'Etat et le numérique, Géopolitique</i>, n°120, 2013.</p>

GLOSSAIRE

Diplomatie	<p>C'est "la conduite pacifique des relations entre entités politiques". Elle traduit un choix politique en faveur du dialogue. Dans une vision « réaliste » dominée par la logique de compétition entre Etats, la diplomatie est un instrument de politique étrangère, « l'art de faire avancer les intérêts nationaux » par l'échange continu d'informations entre les peuples et les nations. Son but est de changer les dispositions d'esprit et les comportements. C'est la persuasion d'Etat à Etat. Enfin, si on considère les relations internationales comme le résultat d'interactions entre appareils publics par-delà les frontières, la diplomatie est une branche de l'administration publique spécialisée dans les relations avec l'étranger.</p> <p>SMOUTS Marie-Claude, BATTISTELLA Dario, <i>Dictionnaire des Relations Internationales</i>. Paris : Dalloz, 2006, p. 553.</p>
E-réputation	<p>"Notion récente qui désigne l'image véhiculée par tout type d'entité, entreprise, personne... sur les différents supports numériques. Elle constitue une des facettes de l'identité numérique".</p> <p>COMPIÈGNE Isabelle, <i>La société numérique en question</i>, 2011.</p>
Multilatéralisme	<p>On parle de multilatéralisme lorsque des questions d'intérêt commun sont débattues ou négociées entre plus de deux Etats. Les organisations et enceintes internationales telles que l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Union européenne (UE) et le Conseil de l'Europe sont le théâtre de discussions de cette nature. En raison de la mondialisation, un nombre croissant d'accords internationaux sont négociés au sein de ces structures multilatérales.</p> <p>ACHIN Catherine, BERENI Laure, <i>Dictionnaire genre & science politique : Concepts, objets, problèmes</i>, Paris : Les Presses de Sciences, 2013, p. 700.</p>

GLOSSAIRE

Partenariat stratégique	<p>Expression se référant à l'établissement d'une relation particulière entre deux Etats qui s'engagent à coopérer dans un certain nombre de domaines, sans pour autant constituer une alliance militaire.</p> <p>TERTRAIS Bruno, <i>Dictionnaire des enjeux internationaux : L'actualité mondiale en 750 mots clés</i>, Paris : Autrement, 2006, p. 254 .</p>
Pays émergents	<p>Pays dont la croissance économique est amorcée (croissance du PIB et des exportations de produits manufacturés, augmentation des flux internationaux de capitaux) et qui ont une infrastructure financière présentant des risques. Fragiles, ils ont été en butte aux crises financières de la décennie 90, tels l'Argentine, le Brésil, la Turquie à la fin des années 1990. Ils ont connu sur une période longue des taux de croissance très forts, ce qui leur a permis de combler une partie de leur retard. L'écart tend à se creuser entre les pays "intermédiaires" et les pays les plus pauvres, alors qu'il y a une forme de convergence entre pays riches et pays intermédiaires.</p> <p>Documentation française</p>

GLOSSAIRE

Puissances émergentes

Les nouvelles émergentes puissances internationales se caractérisent par un revenu intermédiaire (supérieur aux pays les moins avancés, inférieur aux revenus des économies de l'OCDE), une ouverture économique au reste du monde, des transformations structurelles et institutionnelles de grande ampleur et un fort potentiel de croissance.

L'OCDE distingue une vingtaine d'économies émergentes dont les principales caractéristiques sont : une forte contribution à la croissance économique mondiale, une amélioration des conditions de vie de la population-qui se traduit par une hausse de certains indicateurs tels que le produit intérieur brut (PIB) par habitant ou l'indice de développement humain et une participation active aux échanges internationaux. Les économies émergentes sont appelées à exercer un rôle de premier plan dans les affaires internationales, de par leurs poids économique et démographique, mais aussi leur capacité militaire et leur influence diplomatique. Les économies émergentes recensées par l'OCDE sont : l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, la Hongrie, l'Inde l'Indonésie, l'Iran, la Malaisie, le Mexique, le Pérou, les Philippines, la Pologne, la république tchèque, la Thaïlande et la Turquie.

J. VERCUEIL, *Les pays émergents. Brésil-Russie-Inde-Chine : mutations économiques et nouveaux défis*, Paris : Bréal, 2010, p. 207; OCDE, 2010.

GLOSSAIRE

Relations internationales	<p>Elles désignent les relations (politiques, militaires, économiques, culturelles...) qu'entretiennent les Etats les uns avec les autres et la manière dont ils mettent en place, ou non, un ordre ou un système international leur permettant de vivre en paix.</p> <p>ALCAUD David , BOUVET Laurent, <i>Dictionnaire de sciences politiques et sociales</i>, Paris : Dalloz-Sirey, 2004, p. 410.</p>
Soft power	<p>Le concept de soft power désigne les méthodes d'influence développées par un Etat qui ne s'appuient pas sur la violence mais sur des éléments idéologiques ou culturels en vue de satisfaire les intérêts de la nation qui les met en œuvre. Le soft power s'exerce sous des formes de coercition, d'incitation, de séduction ou encore d'influence sur le choix des problèmes politiques apparaissant comme prioritaires, avec comme impératifs la crédibilité et la légitimité.</p> <p>NYE Joseph, <i>Le soft power: incontournable outil diplomatique</i>, 1990.</p>

GLOSSAIRE

Statut avancé	<p>Il constitue un cadre de la politique européenne de voisinage qui n'avait été accordé à aucun autre partenaire avant d'être conclu avec le Maroc. Il constitue une avancée notable pour les deux parties. Venant à la suite du processus de coopération antérieur, le statut avancé permet d'aller au-delà du statut d'association. Des principes d'appropriation et de différenciation président à cette démarche.</p> <p>Le principe d'appropriation repose sur la convergence vers l'acquis de l'Union et se fonde sur de nouvelles perspectives de partenariat pour arriver à des degrés approfondis d'intégration, par lequel le Maroc prendra part au marché interne de l'Union européenne et pourra participer progressivement aux éléments-clés et au programme des politiques de l'UE ainsi qu'à la convergence des législations économiques et à l'harmonisation avec les autres pans de législations relatifs au marché intérieur.</p> <p>Programme ENPI de l'Union Européenne pour le Maroc, 2012.</p>
Technologies de l'information et de la communication	<p>"Selon une convention internationale fixée par l'OCDE, on qualifie de secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC) les secteurs suivants :</p> <p>Secteurs producteurs de TIC (fabrication d'ordinateurs et de matériel informatique, de TV, radios, téléphone...).</p> <ul style="list-style-type: none">- Secteurs distributeurs de TIC (commerce de gros de matériel informatique...) ;- Secteurs des services de TIC (télécommunications, services informatiques, services audiovisuels...)" . (http://www.insee.fr/)

GLOSSAIRE

Technologies numériques	« Internet, robotique, téléphonie mobile, interfaces tactiles, capteurs... » (Grand Lyon. Quelle société voulons –nous à l'ère numérique? Opportunités, points de vigilances, politique publiques. 2010. (http://fr.slideshare.net/ifupvn/quelle-socit-voulonsnous-lre-numrique)).
Union européenne	<p>L'Union européenne (UE) est un partenariat économique et politique unique entre 28 pays européens qui, ensemble, couvrent la plus grande partie du continent.</p> <p>L'UE a fait ses premiers pas au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Son premier objectif était de renforcer la coopération économique, en partant du principe que les pays liés par des échanges commerciaux deviennent économiquement interdépendants, et sont donc moins enclins à entrer en conflit. La Communauté économique européenne (CEE) a donc été créée en 1958, instaurant une coopération économique de plus en plus étroite entre six pays: l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Depuis, un immense marché unique a vu le jour, qui continue à se développer pour donner toute sa mesure.</p> <p>Commission de l'Union européenne, 2012</p>

LISTE DES ABREVIATIONS

ALECA	Accord de Libre-Echange Complet et Approfondi
BM	Banque Mondiale
CCG	Conseil de Coopération du Golfe
CCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
ERASMUS	European Community Action Scheme for the Mobility of University Students
FMI	Fonds Monétaire International
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GIEC	Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat
IDE	Investissements Directs Etrangers
IGM	Indice de Gouvernance Mondiale
IRES	Institut Royal des Etudes Stratégiques
MDP	Mécanisme de Développement Propre
MRE	Marocains Résidant à l'Etranger
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économique
OCP	Office Chérifien des Phosphates
OMC	Organisation Mondiale du Commerce

LISTE DES ABREVIATIONS

ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
R&D	Recherche & Développement
TEMPUS	Trans European Mobility Program for University Studies
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UMA	Union du Maghreb Arabe